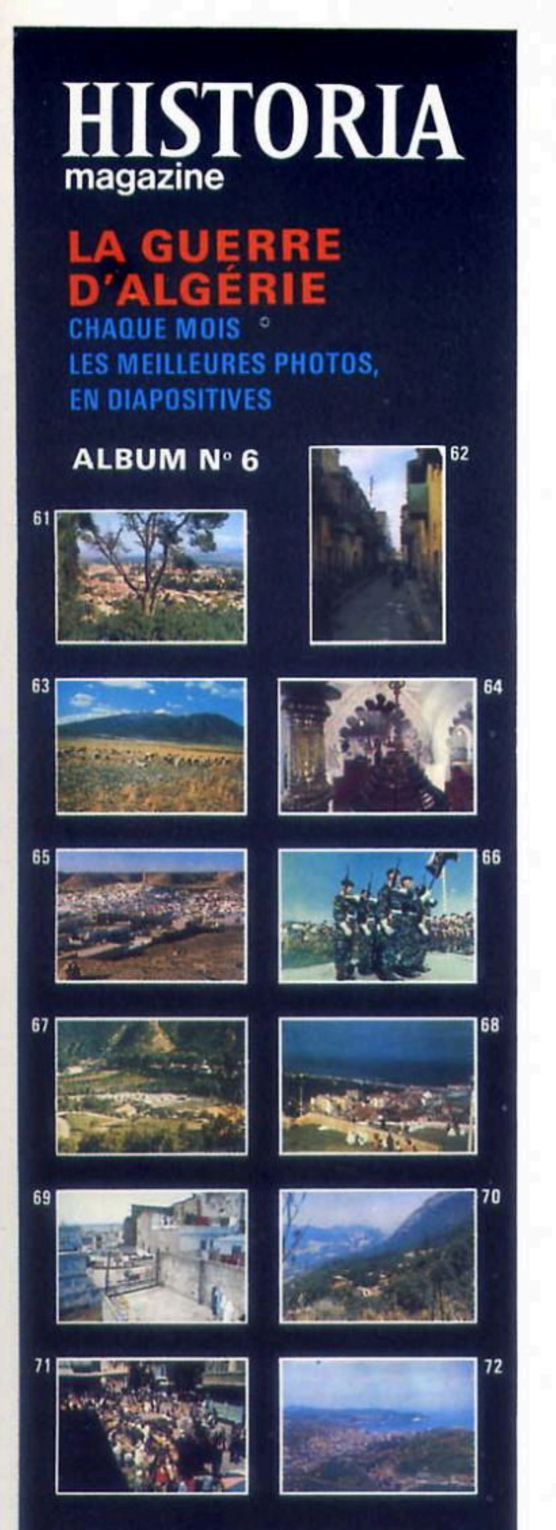


"ARIÈGES": OPÉRATIONS AÉROPORTÉES





L'ALGÉRIE AU SECOND PLAN

Jean FONTUGNE

NOVEMBRE 1959. Cinquième anniversaire de la Toussaint rouge ! L'allocution du président de la République, le 3 novembre, à l'École militaire, puis sa conférence de presse du 10 donnent à penser que, pour lui, la solution du problème algérien, celle qu'il a choisie, est proche. C'est, en effet, à la situation politique internationale qu'il consacre ses deux interventions publiques.

Sans tenir compte des inquiétudes des Nations unies concernant les projets français d'essais nucléaires au Sahara, le général de Gaulle définit la politique extérieure et militaire de la France. C'est finalement la réalisation de son projet de réconciliation franco-allemande et la préparation de la conférence au sommet (elle se tiendra en décembre) qui sont au centre des préoccupations du chef de l'État. De l'Algérie, il sera peu question au cours de la période sous revue sinon pour confirmer les propositions faites au F.L.N. au cours de l'allocution du 16 septembre et pour préciser, lors de son voyage dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, les interlocuteurs qu'il estime valables.

En Algérie, cependant, les déclarations du général de Gaulle sont vivement critiquées par la majorité des Européens. Après la création du Rassemblement pour l'Algérie française, qui regroupe la quasi-totalité des associations patriotiques, un nouveau parti voit le jour : l'Initiative populaire algérienne, qui aura d'ailleurs un succès limité.

Mais les « activistes » ne veulent pas des solutions proposées par la métropole. Solutions que les communistes, les socialistes et la Fédération autonome de l'Éducation nationale ont approuvées. Ils se préparent donc à une résistance armée pouvant aller jusqu'à l'insurrection. Déjà des formations paramilitaires sont mises sur pied. Des contacts sont pris avec les officiers de tout grade qui se sont engagés le 13 Mai et qui ne cachent pas leur volonté de conserver l'Algérie à la France.

Mais si, dans certaines régions, les Français de souche nord-africaine continuent à faire confiance aux cadres militaires qui vivent au milieu d'eux, les musulmans qui se réfugient dans un attentisme prudent se font chaque jour plus nombreux. Les attentats terroristes, qui sont en augmentation sur l'ensemble du territoire, surtout après les libérations massives décidées au cours de l'année écoulée, leur rappellent en effet quotidiennement que, si Paris hésite, le F.L.N. utilisera sans scrupule tous les moyens pour parvenir à l'indépendance.

J. F.

Sommaire n° 73 - Historia magazine n° 293

CES HOMMES DU 1er ÉTRANGER DE CAVALERIE

Du haut d'un piton rocheux, des soldats surveillent une route. Parvenu à l'automne de 1959, le général Challe avait réussi à « ramener l'adversaire à la pointure du secteur », c'est-à-dire à faire en sorte que l'insécurité fût installée dans les fiefs du F.L.N. et entretenue de manière permanente par les troupes de quadrillage et les commandos de chasse.



Marguerite Sy

Mon unité, le 1er régiment étranger de cavalerie, P.C. Khenchela, escadrons disséminés de Khenchela à Batna, m'envoie à Sidi-Bel-Abbès. J'apprends que l'escadron porté du régiment, dissous trois ans auparavant, va être reconstitué.

L'instruction achevée, l'escadron sera officiellement recréé, et reprendra le n° 4, héritier de l'escadron qui s'illustra en Syrie, à Messifre et à Rachaya. J'en prendrai le commandement.

Janvier. Les élèves spécialistes sont répartis dans les pelotons d'instruction du 1er étranger : conducteurs, dépanneurs, radios, secrétaires, infirmiers, trompettes (il faut bien sonner la charge, même à pied) et cuisiniers. Je pars avec les futurs fusiliers et voltigeurs pour terminer l'instruction des combattants à la base arrière et centre de repos du régiment, au Chenoua, près de Cherchell. Pour mes jeunes, ce sera simplement la base arrière. Le massif du Chenoua est là fort à propos, avec ses broussailles, ses pentes escarpées, ses rochers, ses grottes, pour leur mise en condition. Mes spécialistes tout frais émoulus de Sidi-Bel-Abbès me rejoignent et l'escadron, au grand complet, part retrouver le régiment dans l'Aurès. Une vieille ferme abandonnée près d'Edgar-Quinet sera notre cantonnement. Il faudra réparer, agrandir, aménager, construire, et, entre deux opérations, les jeunes apprendront encore ce nouvel aspect indispensable de la vie légionnaire.

Le régiment a vu arriver l' « escadron des jeunes » avec un sourire amusé de supériorité, et les escadrons blindés attendent de voir les portés à l'œuvre, avec un rien de condescendance.

L'escadron a de la gueule. Cent quatre-vingt-un à l'effectif, quatre pelotons de combat dressés à la dure ; sur le ter-

premier contact avec le cœur de l'Aurès et la fameuse forêt des Beni-Melloul


Darchy

Le radio : il permet la coordination des troupes au sol ainsi que la liaison avec les avions et les hélicoptères.

rain, plus nombreux qu'une bonne compagnie d'infanterie.

Les premières opérations commencent. Les Nemencha, l'oued Hallail, Bir-el-Ater, le barrage tunisien. A peine revenus, départ immédiat sur le Hodna. Opération à peine terminée, démarrage sur les chapeaux de roues pour le nord du barrage et le « bec de canard ».

Fin juin, on n'a pas encore eu le temps de souffler. Si l'escadron est rodé du point de vue ambiance opérationnelle, il n'a pas encore eu, en revanche, l'accrochage sérieux dont tout le monde rêve. Des bricoles, quelques fells par-ci, quelques armes par-là. Mais c'est maigre comme rendement kilométrique. Parce que les pitons, pardon ! Et le juron « pitain de piton » est devenu la rengaine de l'escadron quand il arpente les djebels.

Juillet, août. Premiers contacts de l'escadron avec le cœur de l'Aurès et la fameuse forêt des Beni-Melloul. Encore beaucoup de fatigue, de sueur, pour un tout petit bilan.

En septembre, opération dans le massif du Chélia avec la 25ᵉ D.P. L'escadron se familiarise avec la technique des héliportages. L'outil de travail indispensable pour les unités de réserve générale dans ces parages est encore mal connu de mes légionnaires. Ils seront, en revanche, rodés à cent pour cent à la fin de cette série d'opérations.

Nous rentrons à notre cantonnement et, pour la première fois, nous y passons une quinzaine de jours d'affilée, venus fort à point pour nous permettre de terminer la construction d'un bâtiment neuf. Le premier anniversaire de la création de l'escadron est également fêté comme il convient.

Cependant, « radio-cuisine » fonctionne, et personne n'ignore, les fells non plus sans doute, qu'une série d'opérations importantes va commencer début octobre et se dérouler dans l'Aurès, en particulier dans les Beni-Melloul, où nous serions désormais presque capables de nous déplacer les yeux fermés, tant nous en avons arpenté les pistes en véhicules et les djebels à pied. La 10ᵉ division de parachutistes avec le 1ᵉʳ étranger de parachutistes, la 25ᵉ division de parachutistes avec le 2ᵉ étranger de parachutistes et le groupement tactique n° 11, comprenant le 3ᵉ étranger, le 5ᵉ étranger, la 13ᵉ demi-brigade de légion étrangère, et nous-mêmes, 1ᵉʳ régiment étranger de cavalerie. Soit quatre régiments de légion formant groupement.

En comptant les deux régiments étrangers de parachutistes, six régiments de légion vont travailler de concert, ce qui ne s'est jamais vu de mémoire de légionnaire. Et ce, à côté de tous les autres régiments paras des deux D.P.

Le P.C. du 5ᵉ étranger vient s'installer sous la guitoune à quelques centaines de mètres de notre cantonnement. Le 5ᵉ est commandé par mon oncle. La dernière

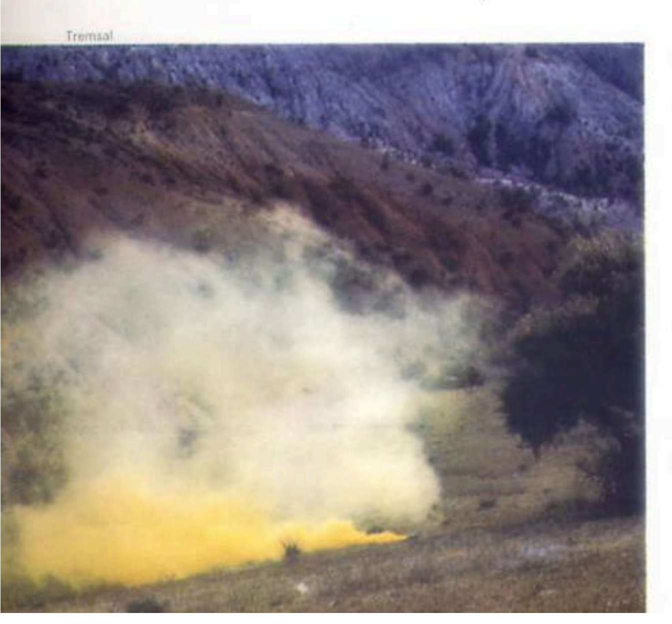

Quentin

Une *Alouette* va se poser sur la D.Z. que les troupes en opération ont balisée et dont les coordonnées lui ont été signalées par radio. Dans les terrains très accidentés, chaotiques, il est quelquefois difficile de trouver une D.Z.

fois que nous nous sommes retrouvés sur un théâtre d'opérations, c'était en Cochinchine, en 1947, lui au 3ᵉ étranger, moi déjà au 1ᵉʳ étranger de cavalerie. Je vais lui présenter mes respects familiaux et légionnaires et le ramène à mon escadron avec quelques officiers et sous-officiers de son P.C.

L'opération Arièges commence le

Tremsal



A gauche : une grenade fumigène a été lancée pour marquer une D.Z. *(dropping zone)*. Les fumigènes sont utilisées aussi par les hélicoptères pour signaler et baliser la position des bandes de maquisards de l'A.L.N. qu'ils ont repérées. *A droite :* pilonnage dans les abords du barrage algéro-tunisien, une opération de routine.

Pochard



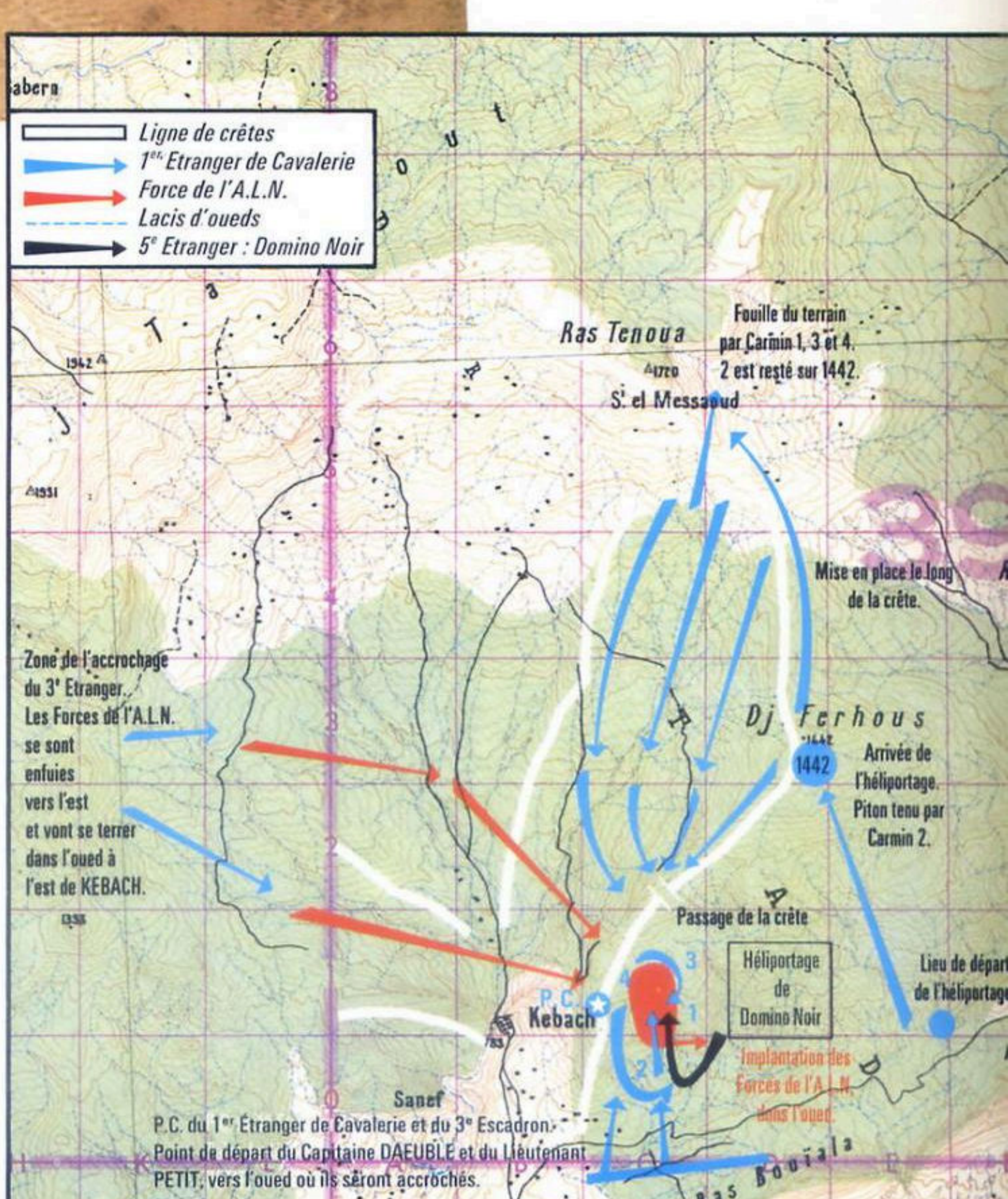


repérer à des lieues. Mais l'escadron porté devrait un jour pouvoir lever une bande dans ces Beni-Melloul où les fells, nombreux, sont traqués dans tous les recoins. Même les embuscades de nuit ne donnent rien.

Le 13 octobre, dixième jour de crapahut, le régiment reçoit l'ordre de se porter à l'ouest de nos terrains de chasse habituels, vers Djeniene et Louestia. Bivouac après Louestia.

Telle sœur Anne

Le 14, la direction donnée est Kebach, par la piste de Dechret-Tadjmout et Oum-el-Habel. La piste est coupée. L'escadron Martin-Deheurles, le 3e, la répare et l'aménage. Au sud des coupures, se dresse une barre rocheuse dans laquelle se détachent des grottes qui pourraient bien être des caches. Je les fais fouiller par le peloton Spalart, le 2e peloton, *alias* Carmin 2, l'indicatif radio de l'escadron étant Carmin. La fouille ne donne rien. La journée s'annonce bien : travaux de pistes, et fouille de grottes vides. Passionnant. Bien entendu, Robic vient me raconter que le 3e étranger a accroché, apparemment.



Carte de l'opération qui a lieu dans le secteur de Kebach, le 14 octobre 1960, et à laquelle prend part le 1er étranger. Au cours de la série d'opérations qui se dérouleront dans l'Aurès, six régiments de légion travailleront de concert.

4 octobre 1960. Les deux D.P. et le G.T. 11 démarrent vers les Beni-Melloul, chacun dans un secteur différent. Pour nous, itinéraire bien connu par Bou-Hamama et la piste dite américaine. Les premiers jours de l'opération se déroulent dans des endroits déjà connus et dont le nom résonne familièrement à nos oreilles : Tighezza, Feradj, Aïn-Tadjera, Sidi-Ali, Djeniene, Louglea, Ras-Berdoun.

Un de mes radios, Robic, Breton et ancien radio dans la marine de guerre, est passé maître dans l'art de faire des incursions sur la fréquence des autres unités.

C'est ainsi qu'il m'apprend un jour que le 3e étranger, à tel endroit, a eu un accrochage et a mis *x* fells au tapis en récupérant tant d'armes. Le lendemain, c'est la 13e demi-brigade qui se signale. Peu après, le 5e étranger présente un bilan flatteur. Les deux D.P. se font également les dents. Pour le 1er étranger de cavalerie, jusqu'à présent, il y a peu à signaler. En ce qui concerne les escadrons blindés, cela n'a rien d'étonnant. Ils sont rivés à la piste, leurs moteurs s'entendent à des kilomètres, et les nuages de poussière qu'ils soulèvent les font



◀ Des crêtes et des pitons pelés et chauves, un terrain difficile que les *djounoud* savent utiliser mieux que personne et dans lequel ils trouvent les caches les plus invraisemblables, les plus difficiles à détecter.

Encore un « pitain de piton », juron favori de l'escadron quand il arpente le djebel. Dans une position plutôt acrobatique, une *Alouette* a réussi à se poser. Pour le pilote, une prouesse technique de tous les jours. ▶

Lebrun

la bande de maquisards s'était camouflée dans un lit d'oued desséché en forme d'Y

une forte bande. Je regarde la carte. Ce n'est pourtant pas tellement loin de nous.

L'accrochage se passe au nord de Kebach, à 10 kilomètres environ. Robic revient vers moi. Je lui jette un œil noir. « Mon capitaine, Soleil demande Carmin autorité. » Je prends l'écoute. « Soleil à Carmin. Regroupez vos enfants. Cherchez une D.Z. proche. Balisez-la, signalez les coordonnées. Tenez-vous prêt à être héliporté sur la cote 1442. Terminé. »

Coup d'œil sur la carte. Cote 1442 : c'est le djebel Ferhous.

Nous ne sommes pas héliportés sur le lieu de l'accrochage, donc nous ne sommes pas en renfort. Mais entre la zone du combat, qui se situe limite ouest du carré 39, et la cote 1442 se trouve un lacis invraisemblable d'oueds encaissés. Très peu de végétation. Crêtes et pitons pelés et chauves. En revanche, des courbes de niveau remarquablement rapprochées. La bande accrochée a dû prendre la fuite vers l'est et se réfugier dans ces lits d'oued bourrés de rochers. Elle va sans doute tenter de franchir, toujours vers l'est, les crêtes sensiblement nord-sud du djebel Ferhous. Ma mission sera certainement de leur barrer le passage sur la crête. C'est une question de temps. Si les hélicos tardent, les fells passent la crête et s'évanouissent dans la nature. Si nous coiffons la crête avant eux, nous avons toutes les chances de tomber dessus en fouillant le terrain à l'ouest de la cote 1442.

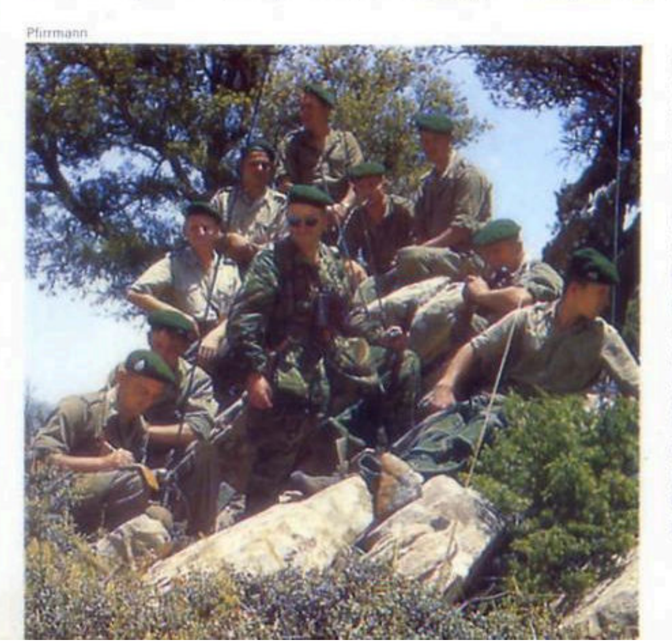
La D.Z. a été trouvée entre-temps. Ça n'a l'air de rien, mais dans ce terrain chaotique, c'est plutôt une chance. Heureusement, les pilotes sont rodés et n'y regardent pas de trop près. Les « ventilateurs » arrivent.

Il faudra deux rotations. J'embarque à la première avec mon peloton de commandement et deux pelotons de combat, pour avoir le temps d'étudier le terrain avant l'arrivée des deux autres. Nous nous posons sur la cote 1442. A partir de ce point, la ligne de crêtes monte vers le nord, puis s'infléchit nord-ouest vers la cote 1720. J'envoie les deux premiers pelotons, largement étalés, dans cette direction. Comme par hasard il faut encore monter. La deuxième rotation arrive. Carmin 2, lieutenant Spalart, va rester en réserve sur 1442 pendant que j'envoie un autre peloton sur la crête derrière.

Enfin, le P.C. avancé du régiment ayant progressé sur la piste jusqu'au sud-est de Kebach en 39 CO, Carmin 2 pourra également établir un relais radio entre le P.C. et moi. Pas question qu'il bouge de 1442.

Il s'y installe donc en observation pendant que Carmin 1 (adjudant Dittmar), Carmin 3 (adjudant-chef Bremer) et Carmin 4 (maréchal des logis-chef Voss en l'absence du lieutenant Le Corre) s'étagent sur la crête jusqu'à hauteur de 1720, pour redescendre en fouillant, du nord au sud, tous les oueds qui se dirigent en entonnoir vers Kebach. Les

Pfirrmann





A gauche : le capitaine Pfirrmann et ses hommes. *A droite :* dans le djebel. Comme dira Pfirrmann en parlant de ses jeunes spécialistes tout frais émoulus de Sidi-Bel-Abbès : « En ce qui concerne les jambes et le souffle, les jeunes légionnaires n'ont pas à faire de complexe par rapport aux fantassins les plus éprouvés. »


Joël de Geyer

d'Y, dont la branche sud se dédouble en deux traits parallèles, abondamment fourni en rochers, à défaut d'eau de source. A l'approche des portés de l'escadron Martin, ils se sont crus découverts. Ce n'était pas le cas. Ils ont ouvert le feu. C'était une erreur. Maintenant, ils sont repérés.

oueds, c'est un euphémisme, parce que l'eau est plutôt rare par ici.

Le 3ᵉ étranger a fait un bilan du feu de Dieu, mais se lamente parce qu'une « forte bande » s'est évanouie dans la nature. Qu'est-ce que c'est, une forte bande ? Une katiba ? C'est en tout cas celle que nous cherchons et, en bonne logique, nous devons tomber dessus. Carmin 2, telle sœur Anne du haut de sa tour, n'aperçoit aucun mouvement suspect. Personne ne fuit devant nous.

Les demi-heures passent et les mines s'allongent. Nous sommes presque à l'extrémité de notre zone de fouille. Rien à signaler. Nous avons retourné chaque caillou et fouillé chaque trou sur quatre kilomètres. Incompréhensible. Robic vient vers moi. Si c'est pour me raconter de nouveaux exploits du 3ᵉ étranger, je lui boucle son poste pirate. Mais, apparemment, il sourit d'une oreille à l'autre. Ça doit être du bon. Et la nouvelle arrive : l'escadron blindé Martin-Deheurles, qui se trouve sur la piste au sud de Kebach, non loin du P.C. du régiment, a envoyé un petit détachement à pied fouiller le terrain en 39 C 1, un kilomètre à l'est de Kebach et sur le versant sud de la crête qui nous sépare. Le détachement s'est fait recevoir à coups de fusil. L'affaire est claire. Il semblait à tous que la bande rebelle s'était enfuie devant le 3ᵉ étranger direction plein est. Mais les fells ont ensuite fait un à-droite de 90 degrés vers le sud et ont franchi la crête qui court de 1442 en s'infléchissant sud-ouest vers Kebach, bien plus au sud qu'on ne le croyait. Ils étaient déjà passés lorsque mon escadron a été héliporté. Puis ils se sont camouflés dans un lit d'oued desséché (encore un) en forme

Un voile rouge devant les yeux

Le 3ᵉ étranger est trop loin. Les blindés de Martin-Deheurles ne peuvent s'aventurer dans ce terrain chaotique et ne peuvent ouvrir le feu au canon sur les rochers où les fells sont à l'abri, alors que les portés sont cloués au sol par un ennemi très supérieur en nombre et seraient beaucoup plus exposés que les rebelles aux obus des E.B.R. C'est donc à nous d'intervenir, ce qui sous-entend qu'il faut au plus tôt escalader la crête en 39 C limite 1 et 2 et redescendre nord-sud, et au pas de charge, sur l'oued où s'est réfugiée la bande, abritée dans cet Y dont les branches s'étalent en plein milieu de C 1.

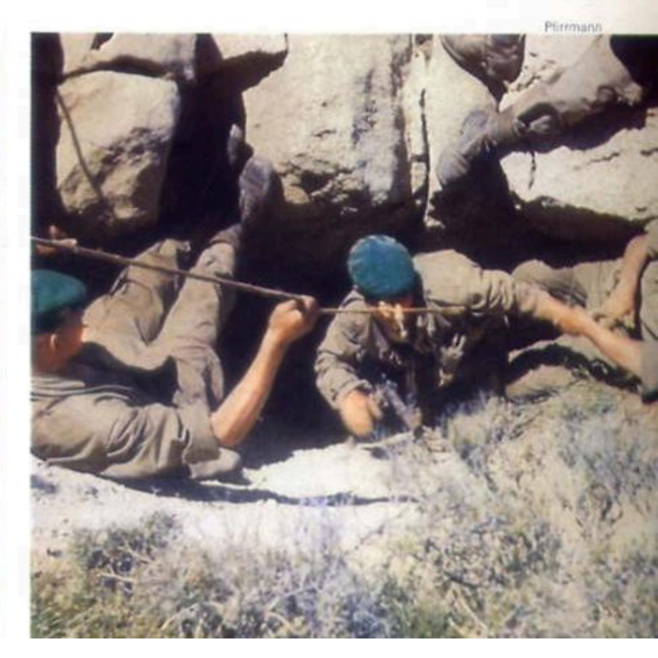
Je rameute Carmin 1, 3 et 4, donne mes ordres, après avoir expliqué la situation, et nous attaquons la montée en direction de la ligne de crêtes à franchir. Carmin 2 s'excite. Il est toujours sur son piton. Nous atteindrons la crête plus au sud que lui. Il sera donc en queue du dispositif. Il a peur d'arriver trop tard sur le lieu de l'accrochage. Mais son cas est clair. Il ne bougera pas d'un centimètre tant que nous n'aurons pas atteint la fatidique ligne de crêtes. Je ne veux pas risquer maintenant de perdre la liaison radio avec le P.C., et lui seul peut l'assurer. De même que lui seul serait en mesure, tant que durera notre montée, de couper la route à la bande fell si elle décidait une nouvelle tentative de décrochage et de fuite, bien improbable à vrai dire, parce qu'alors les canons de Martin-Deheurles s'en donneraient à cœur joie.

Le dénivelé est important, la pente est dure, le terrain est broussailleux et diffi-

Pfirrmann



Pfirrmann



les légionnaires se laissent tomber, les poumons en feu

cile mais le temps presse. Robic a ouvert le haut-parleur, ce qui me permet d'entendre à distance sans tenir un combiné radio à l'oreille. La situation s'est développée. Le P.C. léger du régiment a envoyé sur le lieu de l'accrochage un petit détachement à pied aux ordres du capitaine Daeuble, avec la double mission : permettre au lieutenant Petit, cloué au sol, de décrocher pour s'installer dans un compartiment de terrain plus favorable, puis, de là, en réunissant les deux détachements, fixer la bande et l'empêcher de décrocher avant notre arrivée.

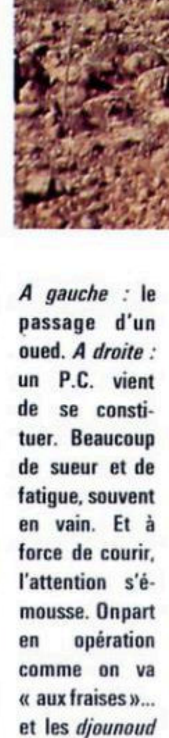
Mais les fells réagissent durement, à l'abri de leurs rochers, et n'ayant accueilli Petit qu'à coups de fusil, découvrent en l'honneur de Daeuble une mitrailleuse MG. Ils ont le sens de la hiérarchie. Daeuble et son détachement sont à leur tour cloués au sol. A nous d'arriver au plus vite. La crête est atteinte. Le souffle coupé, les jambes tremblantes, les poumons en feu, les légionnaires se laissent tomber sur place. Pour ma part, je franchis les derniers mètres à quatre pattes, avec un voile rouge devant les yeux. Je décrète deux minutes de repos pour récupérer et donne l'ordre à Carmin 2, qui exécute la danse de Saint-Guy sur son piton, de nous rejoindre.

A la grenade fumigène

Il est à 1 500 mètres de nous au nord-est. La distance est franchie en un éclair. Nous sommes à nouveau en forme à son arrivée, et nous suivons au pas de course la crête de C 23 en C 11. J'essaie en courant de voir ce qui se passe. Je situe l'oued en Y occupé par les fells en gros au centre du carré C 1. Ce serait une bonne chose de leur tomber dessus plein sud de haut en bas de la crête, si le terrain n'était pas si nu au haut de l'oued. Attention à la mitrailleuse ! En somme, personne ne peut s'abriter, à part les fells. Ils savent utiliser le terrain. Il faut donc continuer à suivre la crête qui court nord-est - sud-ouest, la quitter en C 11, et revenir sur les fells d'ouest en est où le terrain, sans être très favorable, fait tout de même un peu moins tapis de billard.

Le patron du sous-groupement au profit duquel je travaille depuis mon héliportage de ce matin est arrivé sur les lieux, à bord de son hélicoptère *Alouette* P.C.

C'est le chef de bataillon Le Testu, commandant un E.M.T. au 3ᵉ étranger. Un vrai patron. Il a mis au point une méthode d'héliportage à effectif 96, permettant, je cite son expression, de « varianter » en vol le dispositif de largage de l'unité transportée. Son E.M.T.



Ducarre

A gauche : le passage d'un oued. *A droite* : un P.C. vient de se constituer. Beaucoup de sueur et de fatigue, souvent en vain. Et à force de courir, l'attention s'émousse. On part en opération comme on va « aux fraises »... et les *djounoud* font le bilan.

est composé de trois compagnies que nous connaissons bien pour avoir souvent travaillé avec elles, notamment celle du lieutenant La Capelle, et qui valent, au brevet parachutiste près, n'importe quel E.M.T. du 1ᵉʳ ou du 2ᵉ R.E.P. Le Testu dirige les opérations qu'il commande, au plus près, de son *Alouette :* il est passé maître dans l'art de jongler, en vol, avec ses cartes, ses jumelles, l'orientation et les réseaux radio. Il détecte les fells, les balise à la grenade fumigène et ses compagnies n'ont plus qu'à marcher dessus.

Au moment où j'abandonne ma crête pour revenir sur les fells d'ouest en est, il rameute une compagnie du 5ᵉ étranger, Domino. La compagnie est Domino-Noir, et est commandée en ce moment par le lieutenant Bazil. Elle va être héliportée et doit se poser à l'est de l'accrochage pour couper toute retraite possible aux fells, puis elle se rabattra sur eux. Bien sûr, je suis content de voir arriver Bazil, mais ça commence à devenir compliqué. Le détachement Petit, de l'escadron Martin, le détachement Daeuble, du P.C. du régiment, mon escadron, Domino-Noir du 5ᵉ étranger, nous sommes commandés de son *Alouette* par Le Testu, du 3ᵉ étranger, le tout supervisé par le P.C. léger du 1ᵉʳ étranger de cavalerie. C'est un bel échiquier. Si l'imbroglio continue, on va se retrouver à côté d'une katiba contre



René Bail

une compagnie de légion. A terre, c'est à moi de commander l'ensemble et, pour mon goût, nous commençons à être trop nombreux pour y voir clair.

J'arrive sur la branche ouest de l'Y. Domino-Noir n'est pas encore là. Je dois donc, en l'attendant, prendre à ma charge le bouclage à l'est.

J'ai atteint un petit monticule d'où je peux voir. Je m'y installe avec mes radios. J'appelle vers moi Carmin 4, chef Voss. Dès le début de sa progression, Voss et son radio, le légionnaire Scheider, sont grièvement blessés. J'envoie Carmin 3 et Carmin 1 déborder par le nord et boucler l'oued à l'est. Carmin 4 prend les fells sous son feu pendant le mouvement de 3 et 1.

Carmin 2 rejoint à son tour. L'oued étant bordé à l'ouest par mon peloton de commandement et Carmin 4, et à l'est par Carmin 3 et Carmin 1, je fais descendre Carmin 2 au sud de l'Y, puis il remontera en suivant l'oued et débusquera les fells au fur et à mesure de sa progression. En somme, Carmin 2, qui craignait depuis ce matin d'être oublié, va se tailler la meilleure part.

Petit et Daeuble ont pu maintenant décrocher et prennent contact avec moi. Nous sommes suffisamment imbriqués sur le terrain. Ça va devenir incommandable. Je leur donne l'ordre de récupérer leurs tués et blessés et les miens, avec leurs armes, et de les évacuer en arrière de ce cirque.

L'*Alouette*, comme je le prévoyais, repère les fells et les balise à la fumigène. Carmin 1, 3 et 4 les prennent sous leur feu et Carmin 2 remonte l'oued lentement. Inutile de presser le mouvement avant l'arrivée de Domino-Noir. Les fells jouent le grand jeu, la mitrailleuse MG crache sans discontinuer. La densité de feu est considérable. Avec, en plus, le moteur de l'*Alouette*, on ne peut plus ni entendre ni parler à la radio.

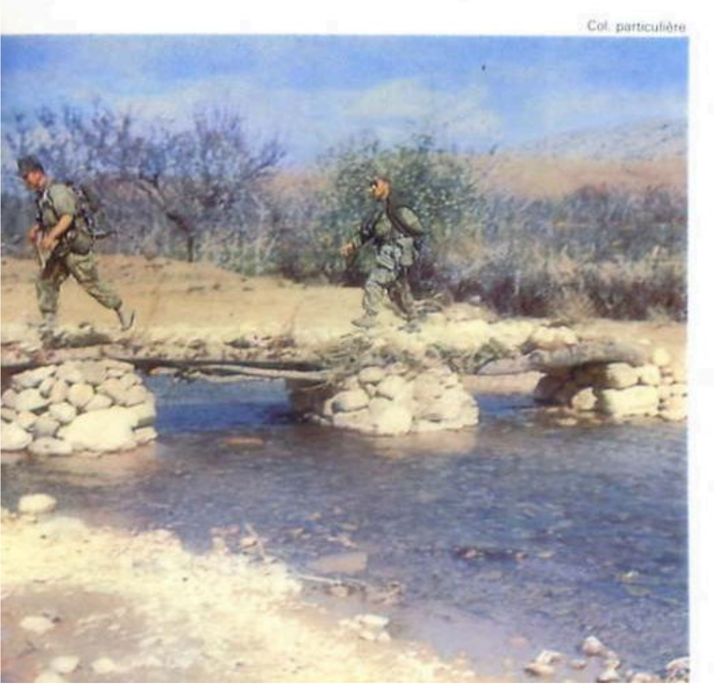
Une main sort d'un buisson

Encaissé dans son oued, Carmin 2 ne sait plus où il en est de sa progression par rapport à moi. Je me lève, j'agite mon béret. Il ne me voit pas. Il me demande de lancer une grenade fumigène.

Domino-Noir, posé assez loin pour que les fells ne puissent canarder les hélicos, arrive. Tant mieux, parce qu'avec trois pelotons en bouclage, seul Carmin 2 peut nettoyer l'oued, mais c'est peu contre cette forte bande solidement retranchée. Domino-Noir est bien moins nombreux que moi sur le terrain, mais, n'ayant rien à boucler, il peut disposer de tout son effectif pour le nettoyage de l'oued.

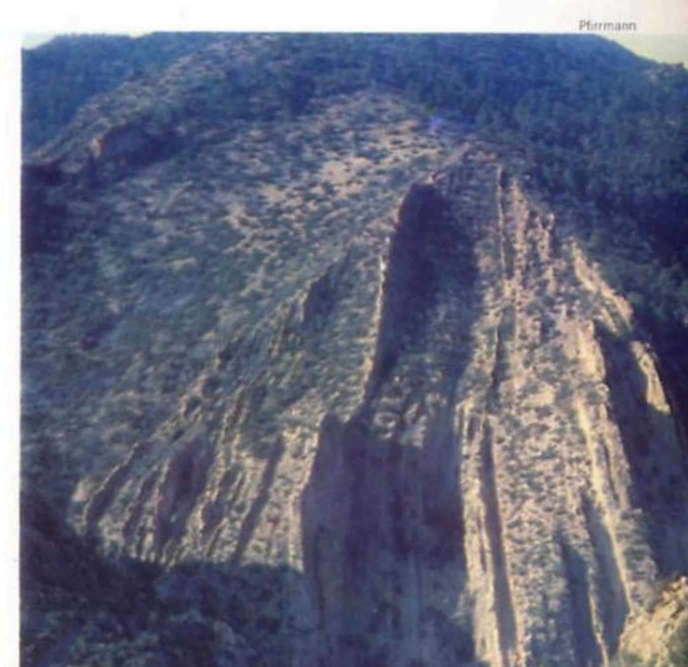
Je lui donne la partie parallèle droite de la branche sud de l'Y, Carmin 2 s'occupant présentement de la partie gauche. Quand ils arriveront à l'embranchement, Domino continuera à nettoyer celle du nord-est, Carmin 2 celle du nord-ouest. Tout est en place, l'assaut final peut démarrer. Je n'ai plus rien à faire sur mon piton, je dévale dans l'oued avec mon peloton de commandement et je suis Carmin 2, pour le cas où quelques fells ▶

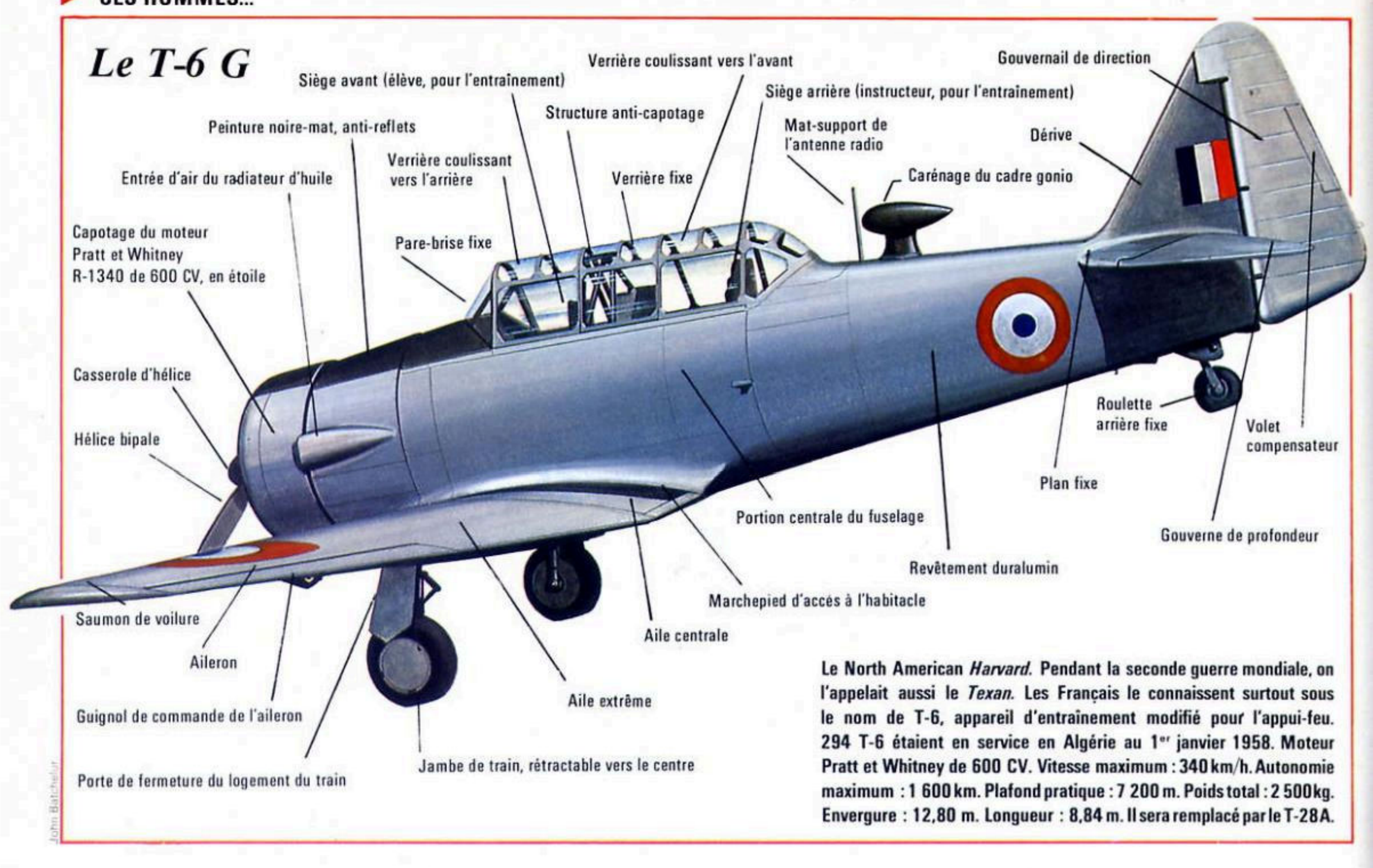
Col. particulière



L'ennemi est là, au sommet de cette pente vertigineuse *(à droite)*. Pour l'en déloger, il faudra franchir les rochers glissants des oueds *(à gauche)* et escalader des murailles impressionnantes sans faire de bruit, l'œil aux aguets, l'esprit en alerte, tous les muscles tendus, prêts à tirer sur la moindre forme.

Pfirrmann





Le North American *Harvard*. Pendant la seconde guerre mondiale, on l'appelait aussi le *Texan*. Les Français le connaissent surtout sous le nom de T-6, appareil d'entraînement modifié pour l'appui-feu. 294 T-6 étaient en service en Algérie au 1er janvier 1958. Moteur Pratt et Whitney de 600 CV. Vitesse maximum : 340 km/h. Autonomie maximum : 1 600 km. Plafond pratique : 7 200 m. Poids total : 2 500 kg. Envergure : 12,80 m. Longueur : 8,84 m. Il sera remplacé par le T-28A.

l'hélico réussit une prouesse technique

se terreraient dans leurs trous à son passage pour ressortir après et lui tirer dans le dos.

Les fells ne veulent pas se rendre. Nous devons les débusquer jusqu'au dernier. Il faut en finir avant la nuit.

Un légionnaire blessé ou mort est allongé sur le sol. Son fusil est à côté de lui. Une main sort d'un buisson voisin et s'approche de l'arme pour la saisir. C'est un fell, blessé lui-même et désarmé, qui tente de continuer le combat. Il s'empare de l'arme mais au moment où il la retourne contre nous, un légionnaire, plus prompt, le cloue au sol d'une rafale de P.M. L'assaut continue. Les fells se battent farouchement et doivent être descendus un à un. Enfin, Domino-Noir arrive à l'extrémité de la branche nord-est, Carmin 2 et moi-même à l'extrémité nord-ouest. L'affaire est terminée. Bilan : 41 rebelles tués. Une mitrailleuse récupérée. Fusils Mauser, fusils 303, fusils Statti, fusils de chasse, carabines américaines et pistolets automatiques. Munitions diverses et grenades. Et puis des sacoches et des documents. Nous avons anéanti le P.C. de la nahia 128 et l'unité chargée de sa protection. Domino-Noir semble de son côté content de sa journée. Pas de jaloux. Tant mieux.

Petit et Daeuble ont récupéré nos morts et nos blessés, trouvé ce qu'ils appellent une D.Z., et demandé un hélico pour les évacuer. L'hélico arrive, hésite à se poser sur la prétendue D.Z., on le comprend, mais sachant qu'il s'agit de transporter des morts et des blessés, réussit une prouesse technique : il vient appuyer ses roues sur un rocher incliné à 45 degrés, à 1,50 m du sol, et reste stationnaire pendant que les pales du rotor tournent à peine au-dessus du rocher. Nous embarquons nos légionnaires et saluons l'équipage de l'hélico.

Crevant de soif

Chez moi, trois tués, trois blessés graves, deux blessés légers. Ça me crève le cœur, mais pour 41 fells au tapis et une mitrailleuse, sans compter le reste, et dans ce terrain, je ne peux me plaindre d'avoir payé trop cher.

Et puis il y a les autres, ceux qui ont eu ce que dans mon pays, en langage pied-noir, on appelle « un pot comme une malle arabe ». Leskovar, mon ordonnance, a eu son sac transpercé par une balle. Robic a eu son ceinturon coupé par un projectile. Laubscher, le radio du lieutenant Spalart, retrouve une balle — arrivée là par ricochet, sans aucun doute — dans la boîte de rations qui se trouve dans la poche de son pantalon et... manque se casser une dent dessus au moment de la dévorer. Pendant que Spalart me raconte la chose en riant de bon cœur, mon regard est attiré par sa veste camouflée. D'une épaule à l'autre et sur le devant de la poitrine à hauteur des épaules, l'étoffe a été traversée par une balle qui a pénétré dans chacun des plis et en est ressortie pour pénétrer dans le pli suivant. A l'extrémité du trajet, un tout petit morceau de la pointe de l'épaule est parti avec la balle. Discret comme toujours, il avait « oublié » de m'en rendre compte. La balle a découpé sa vareuse « suivant le pointillé » pendant qu'il se retournait pour gueuler un ordre. A une fraction de seconde près, il la prenait en pleine poitrine ! Je rectifie mon compte rendu au P.C. : trois blessés légers au lieu de deux.

Nous passons la nuit sur place. Le lendemain, nous fouillons à nouveau le terrain, sous un soleil de plomb et retrouvons des documents intéressants. Puis nous regagnons nos véhicules et repartons vers les Beni-Melloul, crevant de faim, de soif, de fatigue, de sommeil, mais fiers et heureux. L'escadron des jeunes, pour sa première affaire sérieuse, a réussi un beau bilan. A l'arrivée, je commence à faire installer le bivouac. Soleil me convoque et m'explique que je peux tout faire remballer. Nous reprenons la piste. Le 5e étranger (mon oncle), a demandé une unité héliportable en renfort de son dispositif pour le lendemain dès le lever du jour. H

Capitaine Claude PFIRRMANN

E.C.P.A.

En haut : **Lucien Neuwirth** *(au fond à droite)* **à Alger en mai 1958. Aujourd'hui il demande : « Pourquoi donc la méfiance et l'angoisse ? »** *En bas :* **Debré. A son propos, Robert Buron écrira : « Est-il pensable qu'un homme accepte de se trouver dans une telle situation et, s'y trouvant, d'assumer une telle tâche ? »**



Gamma

VERS LE POINT DE RUPTURE

« DÉJA des commandos de tueurs ont passé la frontière espagnole. Les personnalités à abattre sont désignées », affirme le député Lucien Neuwirth dans un texte qu'il vient de remettre aux journalistes parlementaires dans les couloirs du Palais-Bourbon. Un mois après la déclaration du 16 septembre dans laquelle de Gaulle a lâché le maître mot « autodétermination », on est en plein roman, en plein « gorille », à Paris comme à Alger. Des rumeurs de complot ne cessent de circuler, semant l'inquiétude aussi bien parmi la population qu'au sein du gouvernement.

Député de Saint-Etienne, où il tient un commerce, Lucien Neuwirth, ancien parachutiste des F.F.L., a milité activement dans les rangs de l'ex-R.P.F. A Alger, en mai 1958, il a joué au porte-parole du Comité de salut public présidé par le général Massu, avant de diriger la radio. Membre du comité actuel et du bureau politique de l'U.N.R., il a abandonné volontairement ses fonctions de secrétaire du groupe parlementaire de ce parti lors du récent renouvellement du bureau.

Les déclarations de Lucien Neuwirth ont un profond retentissement. Nourri dans le sérail, le député de la Loire en connaît les détours... Les renseignements qu'il détient sont sûrs. La Direction de la surveillance du territoire les a confirmés : une équipe d'Oranais doit effectivement traverser l'Espagne pour venir « mettre à la raison les responsables de la politique d'abandon ».

Il rappelle d'abord que « l'armée crucifiée redoute de ne pouvoir tenir les engagements qu'elle a pris envers les populations algériennes ». Plus loin, il demande : « Pourquoi donc la méfiance et l'angoisse ? La IVe République est morte de la confusion des pouvoirs. La Ve est menacée d'étouffement. »

« Les peuples aiment les choses simples. Il y a un gouvernement : qu'il gouverne. Il y a un Parlement : qu'il prenne ses responsabilités... Pour le peuple, il y a de Gaulle tout seul et il y a aussi les parlementaires, les ministres qui, s'ils s'entendaient pour tirer le char ▶

Alger va découvrir les hommes de Jo Ortiz

dans le même sens, pourraient remplir avec honneur les tâches pour lesquelles ils ont été mis en place. Sinon, le peuple pourrait un jour les mettre d'accord. Il est urgent de se ressaisir. Le drame peut être pour demain », prophétise le député de la Loire.

Après avoir révélé l'existence de « commandos de tueurs », il dit encore : « On espère impressionner la population pour qu'elle n'intervienne pas... Dix-huit mois après une révolution pacifique qui s'est déroulée sans une goutte de sang, on pourrait voir éclater un conflit intérieur fratricide. Si un mouvement, auquel pourrait participer l'armée déchirée, se déclenche en Algérie, où se trouveront donc les moyens de la puissance ?... Si je prends la responsabilité d'écrire ces lignes, conclut le député de la Loire, c'est qu'en mon âme et conscience je pense que, dans une démocratie, quand plane le danger, il convient de placer publiquement le pouvoir devant ses responsabilités. »

L'homme qui monte

En fait, le gouvernement n'a pas attendu la mise en garde du député de la Loire pour s'inquiéter et prendre des mesures. Sans doute, dans le climat trouble qui enveloppe la métropole et l'Algérie, il devient de plus en plus difficile de distinguer les menaces réelles des tentatives d'intimidation. Sans doute, il n'est pas aisé de démêler les informations certaines des rumeurs suspectes. C'est l'heure des agents doubles, des hommes de main s'agitant dans l'ombre. C'est le moment de l' « intox », des manœuvres, des intrigues. Mais Paris a ses informateurs bien placés, souvent infiltrés, pour mieux agir, dans les associations et les réseaux activistes.

Michel Debré sait qu'un plan subversif a été mis au point pour renverser le gouvernement. Il est parfaitement au fait des agissements en ce sens des différents groupements activistes qui se préparent depuis des mois pour une éventuelle insurrection. Il a eu connaissance de la formation paramilitaire donnée à la milice du Front national français de Joseph Ortiz, milice bien armée, bien encadrée.

En ce cafetier du Forum l'opposition algéroise a trouvé un chef plus déterminé que Lagaillarde, mieux armé que Martel, plus maître de soi que Jean-Jacques Susini, plus prompt à l'action immédiate que le docteur Lefèvre. « Jo » Ortiz, voilà l'homme qui monte. Celui dont on sent, à Paris, qu'il pourrait fort bien être demain à l'origine d'un méchant « coup de chien ».

Il a des formules-choc, des formules qui plaisent. Du genre : « Pour nous, désormais, c'est la valise ou le cercueil. » Et aussi : « La détermination des Français d'Algérie vaincra l'autodétermination de De Gaulle. » Et encore : « Alger deviendra Budapest, mais nous resterons. »

Ce chef a des lieutenants tout dévoués à la cause en la personne de Jacques Laquière, l'avocat algérois, parent du tout-puissant président Laquière, du capitaine Ronda, le populaire fabricant de pantoufles et d'espadrilles, qui lui amène, pour grossir ses rangs, les unités territoriales de choc, du docteur Jean-Claude Pérez, le médecin de Bab-el-Oued.

« Le docteur Pérez, écrit Yves Courrière, c'est de la dynamite. D'origine espagnole, les Pérez habitent Bab-el-Oued depuis Napoléon III. C'est dire que le docteur est un fils de la « famille Hernandez ». De bistrot en réunion politique, Pérez verse de l'huile sur le feu. Ce peuple de petits Blancs, les plus pauvres des pieds-noirs, il l'entraîne, le galvanise, joue avec sa fureur, fait de la surenchère, et ce n'est pas difficile. Bab-el-Oued, c'est le carrefour de la Méditerranée avec sa joie de vivre, mais aussi avec son exagération.

» Pérez va jouer pour Ortiz le rôle de sergent recruteur. Car le « chef » aura besoin d'une légion, d'une force paramilitaire. Et les troupes de choc poujadistes, les contre-terroristes de l'époque de la Villa des Sources et du bazooka, ne seront plus suffisants. Alors, Pérez recrute des « durs », des « mecs », des « qui-en-ont-des-grosses » et sont prêts à le montrer. Car il faut le montrer. Alger va découvrir... les forces de l'O.P.A.S., la milice privée d'Ortiz. Uniformes, chemises militaires kaki, brassards à croix celtique. Et, bien sûr, des armes, des armes partout... »

En métropole, des tracts sont distribués annonçant pour bientôt « le grand lessivage ». Des lettres de menaces parviennent à différentes personnalités politiques. Par téléphone, se manifeste un groupement des Français d'Algérie composé de « victimes du terrorisme » qui promet la corde ou le peloton d'exécution à divers membres du gouvernement ainsi qu'aux « traîtres de gauche ».

Aucune hypothèse n'est écartée con-


Associated Press

Joseph Ortiz. A propos de l'autodétermination, il écrit: « Ma pensée se révolte. Je sens, je sais, que c'est *cela,* l'inacceptable. Ma détermination est prise, je ferai tout pour ne pas en arriver à ce stade qui mettra en jeu l'intégrité du territoire. » *A droite :* à Alger, en 1860, Napoléon III et le bey de Tunis. C'était l'époque où les ancêtres du docteur J.-C. Pérez, un des lieutenants de Joseph Ortiz, étaient venus s'installer à Bab-el-Oued.

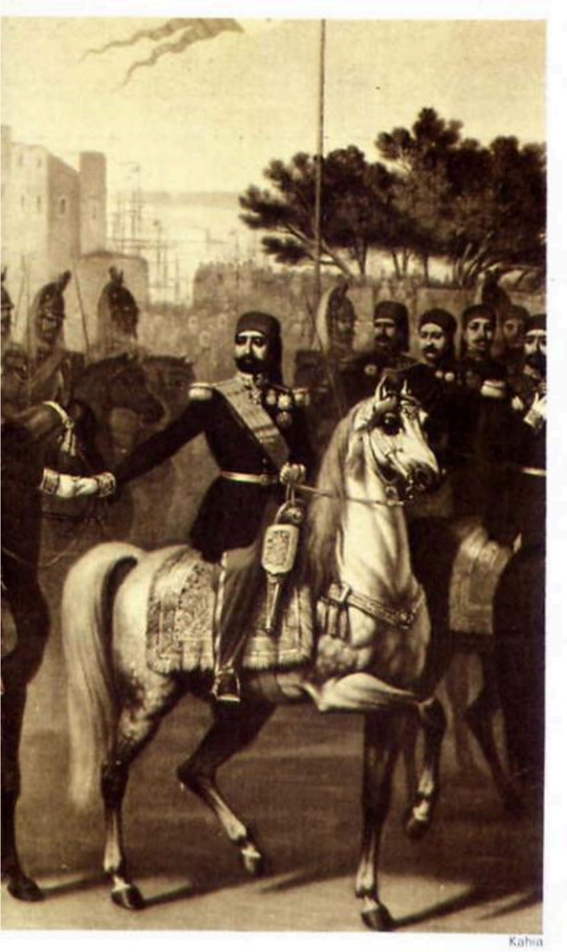
G. Cassard



A gauche : marché à Bab-el-Oued. _A droite :_ le déjeuner du dimanche. Le discours du 16 septembre a, certes, retenti dans l'opinion comme un événement historique, mais les premiers moments de colère ou d'émotion passés, la vie a repris son cours comme avant.

J.-L. Frangeul




Kahia

cernant l'action envisagée. Depuis les camions chargés de colons qui doivent « descendre » sur les grands centres d'Algérie jusqu'aux coups de main des commandos qui opéreront simultanément des deux côtés de la Méditerranée. Des tracts qui ne révèlent pas leur origine proclament : « Trahis pour trahis, vendus pour vendus, maintenant nous nous battrons jusqu'au moment où nous verrons tous les traîtres de toutes les démocraties pendus haut et court au gibet de la vengeance. »

Immédiatement, la préfecture de police prend diverses mesures pour protéger les personnalités politiques parisiennes menacées. On les dote d' « anges gardiens ». Dans certains cas, les inspecteurs préposés à ce rôle s'installent au domicile des intéressés. D'autres les accompagnent dans leurs déplacements.

Parallèlement, des opérations de police sont conduites dans les milieux d'extrême droite. En quelques jours, quatre-vingts perquisitions sont effectuées, dont une cinquantaine en province. On saisit, rue Daunou, les archives du « M.P. 13 », l'organisation de Robert Martel. On entend, quai des Orfèvres, les dirigeants d'organisations extrémistes. On annonce comme imminente l'arrestation de militaires, de parlementaires... La presse du monde entier se fait l'écho du « complot » qui menace les fondements de la Cinquième République.

A Paris, organisations syndicales et organes de presse s'émeuvent... Pour la Ligue des droits de l'homme, « un climat préfasciste est en train de se développer ». Pour le journal communiste *Libération,* « le gorille continue dans le style du 13 Mai, sinon dans les mêmes conditions... »

Et les militaires dans tout ce grenouillage ?... Les militaires, dans l'ensemble, se tiennent à l'écart. Certes, le malaise, de nouveau, s'est emparé de l'armée. Celle-ci attend de nouvelles espérances qui, estime-t-elle, lui font actuellement défaut. Ceux-là mêmes des officiers qui avaient su gré au général de Gaulle des avantages de la déclaration du 16 septembre, ne voient plus qu'inconvénients dans l'indétermination régnant en Algérie. Mais leur souci essentiel, c'est tout de même l'unité de l'armée, qu'il s'agit de préserver coûte que coûte. Une unité qui peut être le plus grand des atouts ou le plus grand des périls pour le général de Gaulle...

On assure que certains de ces militaires, au sommet de la hiérarchie, sont résolus, le moment venu, à mettre en demeure le président de la République de changer de gouvernement. Et dans le cabinet que Georges Bidault a formé pour remplacer, lorsque l'heure sonnera, celui de Michel Debré, figureraient un certain nombre de généraux que l'on sait hostiles à la politique du chef de l'Etat. Et puis il y a les « colonels d'Alger ». Et d'abord Jean Gardes, le chef du 5e bureau-action psychologique. Chargé de diffuser les idées-force du gouvernement. Gardes est un mystique que dévore un feu intérieur. Un feu qui a nom « Algérie française » et qui l'amène à s'opposer ouvertement à la politique de Paris. Aussi le voit-on multiplier les contacts avec les mouvements nationaux, les associations patriotiques, les anciens combattants. Et quand Joseph Ortiz se place sur le devant de la scène, il se compromet, flirte avec lui, espérant bien se servir du cafetier du Forum et de ses hommes pour faire triompher ses idéaux.

Les zigotos

Il y a ensuite Antoine Argoud, l'un des officiers supérieurs les plus intelligents et les plus respectés d'Algérie, qui exerce une sorte de magnétisme sur les Martel, Ortiz, Lagaillarde et Susini. Depuis la déclaration du 16 septembre, Argoud a voué à de Gaulle une hostilité proche de la haine. Très vite, il devient le voltigeur des mécontents. Attaché au cabinet de Massu, superpréfet et commandant en chef du corps d'armée d'Alger, Argoud y retrouve chaque jour le colonel Broizat, patron du 1er R.C.P. Le « Moine », comme on l'appelle, autre mystique de l'Algérie française à la dialectique redoutable, qui va jouer, avec Argoud, un rôle clé dans le drame qui se prépare.

Quant à Massu, la « cuisine » des activistes ne lui a certes pas échappé. Mais il s'imagine que Jo Ortiz n'entreprendra rien sans l'avoir mis au parfum d'abord. Le cafetier du Forum lui en a fait la promesse et le général parachutiste l'a cru. Alors, il ne s'inquiète pas. Il rassure Challe et Delouvrier :

« Je maintiens le contact avec ces zigotos d'activistes pour les contrôler et pour savoir ce qu'ils trament» , leur a-t-il dit.

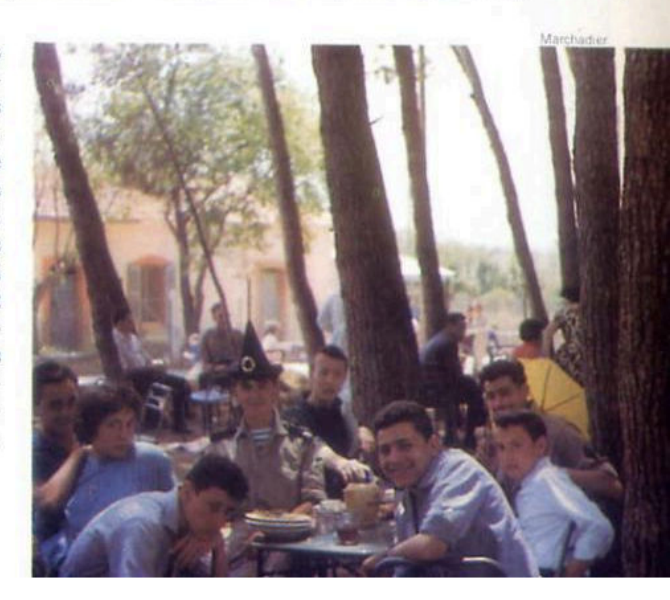
En fait, ce rusé pied-noir de Joseph Ortiz se sert plus de Massu que Massu ne se sert de lui. Il répand autour de lui qu'il a conclu un pacte avec le général de la 10e D.P. Ainsi accroît-il son prestige et contribue-t-il à renforcer l'impression qu'une collusion existe entre son mouvement, le F.N.F., et l'armée. Et, bien entendu, quand sonnera l'heure d'agir, Ortiz oubliera la promesse faite à Massu de le mettre au courant.

Lemaire



A gauche : dans les environs d'Alger, des femmes cueillent des fleurs. *A droite :* kermesse à Châteaudun, dans le Constantinois. Loin des complots et des intrigues qui se nouent de bistrot en réunion politique, des agents doubles, ou triples, qui s'agitent dans l'ombre...

Marchadier



le climat politique ne cesse de s'alourdir



Les U.T., ces civils qui, deux jours par semaine généralement, reprennent uniforme et armement et patrouillent en ville, renforçant ainsi l'action de la police et de l'armée.





Les fêtes de fin d'année apportent une certaine détente. On oublie, pour quelques jours la nouvelle offre de négociation que de Gaulle a faite, le 10 novembre, au G.P.R.A. On oublie la réponse « insultante » du gouvernement rebelle, qui a désigné comme négociateurs les prisonniers de l'île d'Aix, Ben Bella en tête. Avec hauteur, le président de la République a répondu publiquement à Colmar qu'il avait proposé la paix « à ceux qui combattent, non à ceux qui sont hors de combat ». Mais l'accalmie observée pendant la trêve des confiseurs est de courte durée. Déclarations de plus en plus violentes, prises de position, appels à se dresser contre le pouvoir, vont à présent se succéder et s'intensifier en Algérie.

« Faut-il prendre les mitraillettes pour être considéré comme un interlocuteur valable ? demande, le 7 janvier, dans *la Dépêche quotidienne,* le député Djebbour. Si oui, nous agirons en conséquence. »

« Par les armes s'il le faut »

C'est le moment que choisit *Alger Université* pour reproduire — invite à peine voilée à l'armée — un texte exhumé des archives de la guerre civile espagnole. Il s'agit d'une interview accordée, en 1937, à un journaliste français par le général Queipo de Llano, qui joua un rôle important aux côtés de Franco lors de son soulèvement. « Nous ne publions ce texte qu'en raison de son intérêt historique », précise l'organe de l'Association des étudiants d'Algérie.

Après avoir déclaré que les dirigeants espagnols de l'époque avaient mis « à leur poste des chefs qu'ils croyaient tout acquis à leur cause », Queipo de Llano ajoutait : « Ce n'est donc pas parmi ces généraux et ces colonels, mais plutôt parmi les officiers des grades inférieurs, commandants et capitaines, enflammés d'une ardeur patriotique, que notre cause a rencontré ses plus fervents adhérents. »

Alger Université reproduit également — sans doute encore pour son seul intérêt historique ! — l'appel du général de Gaulle datant du mois d'août 1940 et s'achevant sur ces mots : « Officiers français, soldats français, citoyens français, des chefs infâmes ou séniles sont en train de livrer à l'ennemi l'Empire intact de la France... Debout et aux armes ! »

Le 9 janvier se crée un nouveau mouvement, « S.O.S. Algérie », qui se propose « devant la dégradation politique et sociale actuelle, de renforcer la résistance à l'abandon ». S.O.S. Algérie entend cristalliser autour de lui des hommes « demeurés fidèles aux idéaux du 13 Mai et les patriotes conscients du mortel danger qui les menace ».

Sous la signature de Robert Martel, on lit dans *Salut public d'Algérie* : « Le temps de la curée approche. C'est pourquoi nous nous tournons vers l'armée qui, plus sûrement qu'un homme, plus sûrement que l'armature gangrenée de l'Etat, représente, aux heures de péril national, la permanence de la patrie, le symbole de ses traditions, la défense de son patrimoine, l'assurance de son honneur. » Et le fondateur du « M.P. 13 » d'annoncer la couleur : « D'ici à quelques semaines, les masques vont tomber, écrit-il, les options ne seront pas camouflées derrière des mots et des formules qui sont autant de duperies criminelles... Mais il faut que l'armée s'appuie sur le peuple... »

Aux côtés de Joseph Ortiz, président du Front national français, Robert Martel tient réunion sur réunion. Les deux hommes rivalisent d'éloquence pour dénoncer la politique gouvernementale et demandent à la population de se grouper en milices patriotiques. « Je suis assuré du soutien en métropole d'une Vendée militaire », déclare volontiers Martel à qui veut l'entendre.

L'association « Assistance et Protection », que préside le docteur Féral, invite les Algérois à défendre l'Algérie française « par les armes s'il le faut » et ajoute : « Notre droit à la vie prime le code pénal. » Le Comité d'entente des mouvements nationaux, que président Georges Bidault et Roger Duchet, publie un manifeste qui proclame : « La nation ne tolérera pas un abandon de plus » et demande que « soit mis un terme au travail du parti communiste, qui sert une autre nation que la France », que « soit muselée la presse défaitiste », que les citoyens « s'opposent au *système* aujourd'hui comme hier ».

Le 22 janvier

La puissante Fédération des maires d'Algérie parle, elle aussi, de « prendre les armes pour exprimer la volonté du peuple d'Algérie de rester français. Celui-ci ne tolérera pas que l'on discute avec les égorgeurs. Au besoin, il fera justice lui-même », assure l'un de ses communiqués. La situation donne à certains l'occasion de jongler avec les dates his-

◀ La Casbah d'Alger. En cette fin d'année, le calme règne. Le F.L.N. a rejeté le principe de l'autodétermination et attend un nouveau pas en avant du général de Gaulle.

Pfirrmann

toriques. C'est ainsi qu'en conviant les Algérois à la résistance, « S.O.S. Algérie » écrit : « Nous obéirons à l'esprit du 18 juin, contre le forfait du 16 septembre, autour des authentiques représentants du 13 Mai ».

Tandis que le climat politique ne cesse de s'alourdir, qu'Alger redevient un chaudron de sorcière en ébullition, que les esprits s'échauffent, Jean-Baptiste Biaggi, l'avocat corse au curieux petit chapeau, dont les adversaires assurent que « comploter » est sa raison d'être, arrive à Alger. Georges Bidault y est attendu le 22 janvier au soir, quand on apprend que le délégué général, Paul Delouvrier, a décidé de lui interdire l'entrée de l'Algérie : « Si la politique du 16 septembre se poursuit, je ferai comme d'autres avant moi que j'ai aidés, je passerai par-dessus les interdictions », déclare celui que beaucoup voient déjà à la tête du gouvernement en cas de réussite du « complot ».

L'affaire de l'interview du général Massu au journaliste allemand Kempski ne contribue pas peu à faire monter la fièvre. D'abord, parce que les propos prêtés au général parachutiste expriment publiquement l'ensemble des griefs qui forment le fond de l'opinion publique algéroise. Ensuite, parce que la seule éventualité de sanctions prises à l'encontre d'un homme qui a pris valeur de symbole depuis le 13 mai 1958 et depuis la « bataille d'Alger » ne peut manquer de créer un vif mécontentement dans les groupes politiques algérois.

Les « ruraux d'Algérie » adressent à ce sujet une motion à Michel Debré, motion dans laquelle on lit : « Toute brimade contre les défenseurs de l'Algérie française entraînerait une réaction populaire immédiate. »

L'étoile de Pierre Lagaillarde, le fougueux député d'Alger, qui avait paru pâlir depuis qu'il s'était abstenu de démissionner de son mandat, conformément à la promesse qu'il en avait faite au mois de juillet précédent, l'étoile de Pierre Lagaillarde reprend soudain de l'éclat. Sa dernière formule : « En Algérie, il n'y a qu'une politique qui réussisse : la rébellion », connaît déjà la fortune.

Enfin *l'Echo d'Alger* de l'influent Alain de Sérigny, écrit les 22 et 23 janvier : « Il est certain que le fossé se creuse de plus en plus entre la politique algérienne préconisée et mise en œuvre à Paris et l'opinion des Algériens de toutes les communautés de ce pays. Notre inquiétude atteint son paroxysme... Aujourd'hui, le ciel est sombre au-dessus de nos têtes. Notre foi dans les destinées de notre patrie est trop grande pour nous laisser abattre par une injustice fille de l'aveuglement. Le flambeau sera transmis. Nous en avons la ferme espérance. »

Eugène Mannoni, l'un des observateurs les plus sagaces de cette époque mouvementée, dont il suit les péripéties « sur le tas », écrit dans *le Monde,* à la veille du 24 janvier : « Il fait à Alger un temps de mois de mai. Le soleil brille. La population a été invitée à se considérer en état d'alerte par le Comité d'entente des mouvements nationaux. Il ne manque même pas l'évocation d'un « Dien Bien Phu politique », expression comparable à celle que Robert Lacoste avait lancée avant d'abandonner le Gouvernement général. Et comme M. Jacques Soustelle au mois de mai 1958, M. Georges Bidault se voit interdire l'entrée en Algérie... Mais trêve de rapprochements... »

Et de fait, bientôt les avertisseurs d'automobile vont scander les cinq notes annonciatrices de troubles. Le climat psychologique va devenir de plus en plus hostile au chef de l'Etat et au gouvernement. Pour les observateurs officiels comme pour les journalistes, il ne fait pas de doute que le soulèvement qui se prépare prend une autre intensité et une autre nature qu'au mois de février 1956 ou qu'au mois de mai 1958. Les activistes algérois ne le dissimulent même pas : ils laissent très ouvertement entendre que « le 24 janvier pourrait être une date importante... » H

Pierre-Albert LAMBERT



Georges Bidault. Au mois de décembre 1959, il tiendra ▶ une réunion au stade de Saint-Eugène qui rassemblera de 12 000 à 15 000 personnes : un demi-succès.



Le massif de l'Aurès : des montagnes dont « les plis serrés comme les fronces d'une étoffe dessinent de longues arêtes rectilignes... »

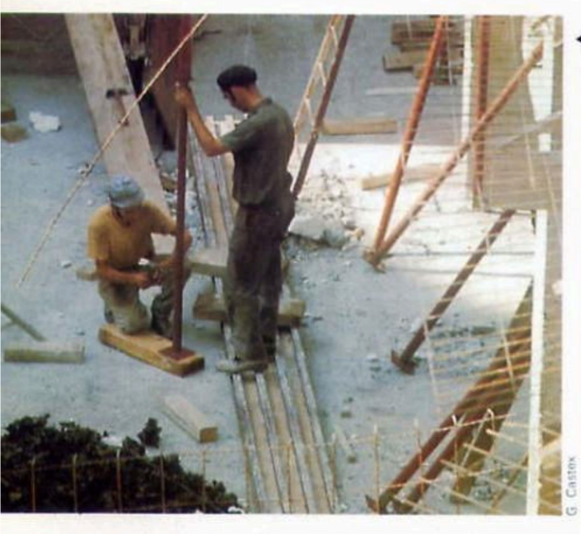
Techor Bloch Lainé





◂ C'est dans cet immeuble du 13, rue Saint-Ferdinand, à Paris, où demeure David Rousset, qu'est née la première Fédération de France du F.L.N. Une « planque » insoupçonnable.

Grishenri



◂ A Toulouse, des ouvriers algériens travaillent sur un chantier. C'est grâce à leur argent que le F.L.N. sera en mesure de poursuivre la lutte contre la France en Algérie. Les Algériens seront imposés massivement par les collecteurs de fonds du F.L.N. De gré ou de force, tous cotiseront.

G. Castex



F. Gragnon/Paris-Match

Dès les premiers mois de son existence, les tâches du réseau Jeanson s'étaient grandement accrues et diversifiées et elles ne tardèrent pas à poser différents problèmes. Le premier de ceux-ci était le recrutement. Il fallait étoffer le réseau, non plus seulement à Paris, mais sur tout le territoire. La situation exigeait que dans un maximum de villes de France plusieurs délégués du réseau fussent proches de l'organisation du F.L.N. En premier lieu, nous l'avons dit, les Algériens devaient manipuler le moins souvent possible l'argent des collectes. Par conséquent, la décentralisation du réseau s'imposait d'urgence. Lorsque Francis Jeanson et ceux du « noyau » eurent épuisé les possibilités de recrutement dans leur entourage immédiat (surtout familial), il fallut bien passer à un stade supplémentaire, c'est-à-dire la propagande plus « ouverte » en direction de divers milieux politiques ou syndicaux. Généralement l' « approche » se faisait par un militant proche du réseau, qui effectuait un premier test sur certains de ses camarades en lançant, par exemple, la discussion sur la guerre d'Algérie et en surveillant attentivement les diverses réactions. Lorsque ces dernières étaient jugées positives — il suffisait d'une courte allusion empreinte de sympathie pour les combattants algériens, d'une réflexion désabusée sur la gauche française —, on déléguait un membre du réseau qui devait s'assurer tout à la fois de l'éventuelle disponibilité du sympathisant en question et des garanties de discrétion qu'il offrait. C'était le recrutement individuel. Mais il arrivait que Francis Jeanson réunît des groupes et leur fît, en quelque sorte, une conférence sur l'aide au F.L.N. Ces réunions rassemblaient le plus souvent des militants du parti communiste français, soit de cellules différentes, groupées pour la circonstance, soit d'une seule cellule. Dans les deux cas les militants étaient troublés et même, parfois, profondément bouleversés. Voilà qu'un intellectuel, un « inorganisé » venait remettre en cause les conceptions et les ordres des dirigeants de leur parti dont il disait : « Ils se prétendent progressistes, communistes et internationalistes et ils renforcent l'immobilisme. Ils prétendent lutter pour une révolution dont ils n'ont jamais éprouvé le besoin et font quotidiennement le jeu des adversaires de cette révolution. Ils jouent, eux, sur les deux tableaux : ils servent l'ancien monde tout en bêlant des cantiques en l'honneur du nouveau. » Hormis les débats théoriques qui s'instituaient, se posait déjà pour quelques auditeurs la question de l'insoumission et de la désertion. Jeanson était pressé de questions. (« J'ai vingt ans, je dois partir. Que faire ? ») A cette époque, il répondait qu'il ne pouvait rien conseiller, qu'il n'était pas, lui, mobilisable et que tous ceux qui étaient concernés devaient résoudre cette question individuellement. Être insoumis ou déserter, c'était se désigner à l'autorité militaire et à la justice, tandis qu'entrer dans un réseau d'aide clandestin pouvait n'attirer l'attention de personne (à moins d'un accident « de parcours »).

La quasi-totalité de ces réunions se terminait par une demande de réflexion des militants, tandis que les secrétaires de cellule allaient consulter les instances supérieures du parti communiste. Jusqu'au Comité central on dut discuter de la question de l'aide. Jeanson rencontra de hauts responsables. En vain. La stratégie des communistes interdisait qu'on se commît avec le F.L.N. Toutes les cellules étaient mises en garde contre la tentation de « romantisme » et contre les tentateurs irresponsables. Il n'empêche que quelques communistes, en déchirant leur carte ou en se mettant en « congé de parti », rejoignirent le réseau Jeanson.

Contrairement à ceux du « noyau », qui avaient, pour la plupart, sacrifié famille, sécurité et intérêts privés pour se vouer à la cause de l'indépendance algérienne, on ne demanda d'abord à ceux-là qu'une aide qui ne les contraignait pas à entrer dans la clandestinité. Au contraire, le fait de ne rien changer à leurs habitudes de travail permit qu'à leur tour ils pussent

AIS AIDENT LE F.L.N.

◀ Les pères du Prado, à Lyon, ont fondé un service social afin de pouvoir venir en aide aux déshérités. Comme l'Armée du salut, ils logent les indigents. Mais peu à peu, leur domicile deviendra une planque du F.L.N. Les prêtres...



...se feront aussi ▶ transporteurs de fonds, épousant complètement la cause du F.L.N. Arrêtés, ils sont traduits en justice et le cardinal Gerlier prendra leur défense. *Photo :* l'abbé Magnin, l'un des pères du Prado.

Aigles

détecter des éléments prêts à s'engager comme ils avaient fait eux-mêmes.

Afin de s'entourer du maximum de sécurité, les responsables algériens préféraient disposer de plusieurs logements et de lieux de réunion seulement réservés à cet effet. Un dépôt de tracts, par exemple, ne devait pas devenir une « planque ». Le réseau français était parvenu à disposer de plusieurs appartements dans chaque arrondissement de Paris de sorte que, lorsqu'un quartier était bouclé par les forces de police, les clandestins pouvaient assez rapidement trouver refuge dans un immeuble ou bien changer de quartier. Cela impliquait, bien entendu, que chaque responsable fédéral eût sur lui, en permanence, un jeu de clés assez encombrant et qu'il fût doué d'une bonne mémoire...

Souvent, pour installer du matériel d'imprimerie ou des armes, les Français « sympathisants » étaient réticents : « Vous comprenez, j'ai trois enfants. C'est trop de risque! » Alors, le F.L.N. achetait appartements, villas ou pavillons par le truchement de prête-noms.

Les plus grandes précautions étaient prises pour les réunions mensuelles du comité central de la Fédération de France. Chaque mois, en présence de responsables venus d'Allemagne par des chemins compliqués, les chefs de wilaya se réunissaient pendant deux ou trois jours consécutifs. Jeanson et ses amis devaient donc faire entrer les responsables de l'extérieur et assurer la sécurité de leur réunion. Les principaux passages se faisaient par la Suisse. Jamais le réseau n'employa de passeurs locaux. Il avait constitué ses propres filières, mais il n'empêche que les dangers de contrôle subsistaient avant et après les zones frontalières. Pour chaque voyage, deux voitures partaient de Paris. La première précédait la seconde de quinze minutes et avait à son bord un passager rompu à la lecture rapide des cartes routières. Si elle tombait sur un barrage, la première voiture prenait des routes secondaires, revenait en arrière et prévenait par appels de phares celle qui transportait le responsable. Il ne restait plus qu'à attendre que le barrage fût levé ou choisir un autre itinéraire. Arrivé à Paris, une planque « toute neuve » et sans risque attendait le clandestin dans un « beau quartier » de préférence. Les réunions « au sommet » se tenaient dans des lieux insoupçonnables par la police : maisons de productions cinématographiques des Champs-Élysées, domicile d'un pasteur, presbytère, villas en Seine-et-Marne, etc.

La voiture « ouvreuse »

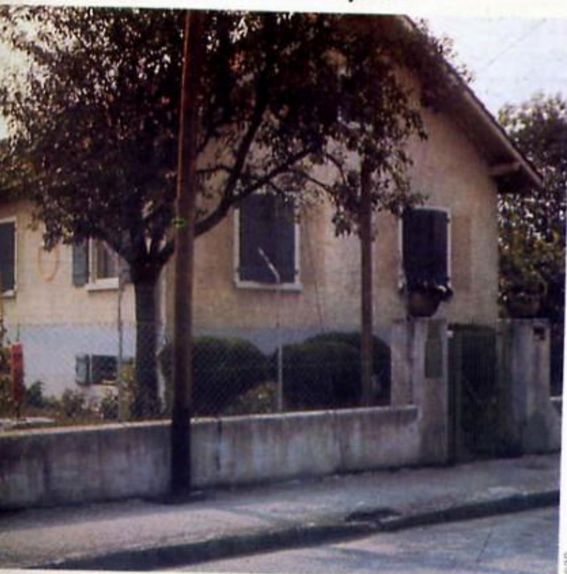
Parmi les multiples tâches demandées par la Fédération de France, la plus compliquée était le rassemblement et l'exportation des fonds. Chaque mois, des dizaines de valises renfermant (dès le début de 1958) 600 millions (A. F.) en petites coupures étaient rassemblées par le réseau d'aide. Les cotisations au F.L.N. étaient fixées à 3 000 A. F. par mois et par travailleur. Dans les usines, les ouvriers remettaient directement leur cotisation au trésorier d'atelier les jours de paye. L'argent parvenait ensuite (pas plus de cinq minutes après) au trésorier d'entreprise et, le soir même, au trésorier de région. A partir de ce moment, l'argent n'était plus manipulé que par des Français. Un système légèrement modifié fonctionnait aussi pour les commerçants algériens, qui versaient une somme mensuelle de 50 000 A. F., et pour les étudiants, qui, eux, n'étaient taxés que de 500 A. F. par mois. Une part relativement faible des sommes recueillies était affectée aux permanents algériens et français, aux avocats, à la presse de la Fédération et surtout aux secours aux détenus et à leur famille. Bien souvent, lorsqu'un militant algérien était arrêté, sa famille se trouvait sans aucune ressource et le réseau, avec l'accord du comité fédéral F.L.N., attribuait à ces familles des secours réguliers. L'autre part des cotisations, une fois ▶

Associated Press



De gauche à droite : ▶ Michel Zavrian, Jacques Vergès, Michèle Beauvillard, Mourad Oussedik et Ben Abdallah. Ces cinq avocats, défenseurs habituels des Algériens, seront inculpés, en 1961, d'atteinte à la sûreté de l'État. Ils auraient touché des honoraires directement du F.L.N., ce qui est absolument contraire aux règles du barreau.

pendant toute la durée de la guerre, l'argent



Dans cette maison du quartier Châtelaine, à Genève, habitent deux passeuses, deux sœurs qui ont commencé...



... leur carrière pendant la guerre d'Espagne. Qui soupçonnerait à la douane ces militantes bien tranquilles?



Banque nationale suisse. Dans ses coffres, les sommes fabuleuses récoltées auprès des travailleurs algériens.

réunie et comptabilisée, était convertie en or par le truchement d'un courtier contacté par un prête-nom. Si le courtier manifestait la moindre curiosité quant à l'origine et à la destination des fonds, le contact était rompu. Mais, moyennant de fortes commissions, les courtiers se montraient fort peu curieux...

Il s'agissait ensuite de passer l'or en Suisse et surtout en Espagne. Outre la voiture « ouvreuse » dont il est question plus haut, des précautions spéciales étaient prises. L'or était entassé dans le réservoir à essence, lequel ne contenait, en fait, que cinq litres de carburant. L'inconvénient était, bien entendu, d'avoir à « faire le plein » très souvent, mais, ainsi, les transports se sont toujours effectués sans ennuis en dépit de nombreux contrôles policiers. Il faut dire que les occupants de ces voitures avaient été triés sur le volet afin de n'avoir pas l'allure de trafiquants et que leurs papiers d'identité (faux), portant comme profession enseignant, officier ou... juge d'instruction, finissaient de rassurer...

Un service de faux papiers

A la fin de l'année 1959, le système fut encore simplifié. Le réseau ne s'adressa plus qu'à un courtier unique dont l'efficacité était fort grande et qui devait faire des bénéfices considérables. Ce courtier recevait l'argent, le convertissait en or et le versait directement sur un compte suisse. Non seulement il n'y eut jamais un « pépin », mais, en outre, le réseau réalisa, au hasard des changes, des avantages substantiels! A partir de 1960, d'autres subterfuges furent employés sous le couvert de sociétés fictives. Pendant tout le temps de la guerre, l'argent (« le nerf ») passa les frontières grâce au réseau Jeanson. Il arriva que les diverses polices françaises saisissent certaines sommes, mais seulement « à la source », c'est-à-dire entre les mains des Algériens (militants de base ou trésoriers).

Jeanson avait aussi mis au point un service de faux papiers avec l'aide d'un ancien partisan de l'Irgoun, qui ne plaçait pas le conflit israélo-arabe au centre de ses préoccupations... Cet homme (M. Joseph), établi dans le quartier de la Bourse, spécialiste de la photogravure, fournissait bénévolement cartes d'identité, passeports, etc., de tous pays.

A la veille d'un débat à l'O.N.U., le réseau d'aide établit un dossier photographique de la répression et lança une publication *Vérités pour*... qui portait en sous-titre : Centrale d'information sur le fascisme et l'Algérie (C.I.F.A.) et était totalement indépendante du F.L.N. Mensuellement, ce bulletin, tiré dans une petite imprimerie du VIIe arrondissement de Paris à 5 000 exemplaires, se livrait à un travail d'explication, publiait les articles censurés ou autocensurés ailleurs et révélait que « l'aide » se développait. Les services de police cherchèrent à mettre la main sur le journal, qui commençait à faire quelque bruit en France et aussi à l'étranger, où des extraits d'articles étaient reproduits. Pour déjouer leurs recherches, les exemplaires étaient expédiés chaque mois sous plis cachetés d'une ville différente. Les frais d'expédition étaient sensiblement augmentés, mais *Vérité pour*... pouvait continuer de paraître régulièrement. Tous les articles n'étaient pas anonymes; ainsi, Jean-Paul Sartre devait signer plusieurs déclarations faites à *Vérités pour*... Ne se livrant pas lui-même à une aide « directe », n'hébergeant pas, par exemple, d'Algériens chez lui, il ne craignait rien d'une perquisition. Cependant, il aurait pu, dix fois, être inculpé d'appel à la désertion ou d'atteinte à la sûreté de l'État. Mais le pouvoir n'y a jamais tenu. S'il est arrivé, à la fin de la guerre, que Sartre fût inculpé, aucune suite ne devait être donnée et surtout il ne devait jamais être emprisonné.

Après la publication des premiers numéros de *Vérités pour*... les débats se firent plus violents parmi les membres du parti communiste français. Francis Jeanson raconte : « Avec l'affaire Annette Roger, ça a mal tourné. Médecin marseillais, Annette Roger, ancienne commu-

La doctoresse Annette Roger, ancienne communiste entrée au réseau, arrêtée le 5 novembre 1959, arrive au palais de justice de Marseille avec son avocat. ▶



F.L.N. passa les frontières grâce à Francis Jeanson et à ses amis



Keystone

niste entrée au réseau fut dénoncée dans un bulletin de la fédération des Bouches-du-Rhône du P.C. Pas sous son nom mais avec suffisamment de détails pour l'identifier. Annette Roger fut arrêtée, le réseau démantelé. »

Des entrevues entre Jeanson et des membres du bureau politique du P.C. dont Laurent Casanava et Waldeck Rochet ne devaient pas modifier l'attitude du parti. Et pourtant, la situation évoluait en France. Les nombreuses campagnes contre la torture avaient sensibilisé l'opinion sans toutefois lui faire admettre que la torture était inhérente à la guerre elle-même et pas davantage que cette guerre était inutile et perdue. Il y avait bien eu un certain nombre de désertions et d'insoumissions individuelles et par conséquent peu connues, mais, dès lors qu'apparut le groupement « Jeune Résistance », soutenu par *Vérités pour*..., qui prônait le refus, les prises de conscience se multiplièrent. Les poursuites, saisies, arrestations ne purent plus empêcher la « publicité » et les débats. Au réseau Jeanson, le recrutement fut plus aisé. Le milieu catholique militant apporta une aide considérable. Les prêtres de la Mission de France, les prêtres ouvriers, travaillaient d'une manière ou d'une autre pour le réseau. Les abbés Pierre Mamet, Robert Davezies, Boudouresque étaient les plus actifs et avaient ainsi permis le recrutement dans les milieux catholiques. Des pasteurs de l'Église réformée s'engagèrent aussi dans « l'aide » et entraînèrent de nombreux protestants. Dans tous les syndicats (y compris la C.G.T.), on trouva des éléments prêts à prendre des risques et convaincus qu'ils pouvaient quelque chose pour l'indépendance de l'Algérie. Les prises de position de l'U.N.E.F. eurent un retentissement international, d'autres organisations estudiantines se solidarisèrent partout dans le monde avec les nationalistes algériens. Les manifestations de « non violents » à Paris et en province regroupèrent des centaines de milliers de participants. Une page était tournée. D'ailleurs, le gouvernement français négociait secrètement avec le G.P.R.A... tout en continuant sa guerre. C'est pourquoi, jusqu'au bout, le réseau Jeanson (malgré son démantèlement partiel) et ensuite ses successeurs continuèrent d' « aider le F.L.N. », mais on disait plutôt à l'époque « lutter *avec* le F.L.N. ». **H**

(A suivre.)

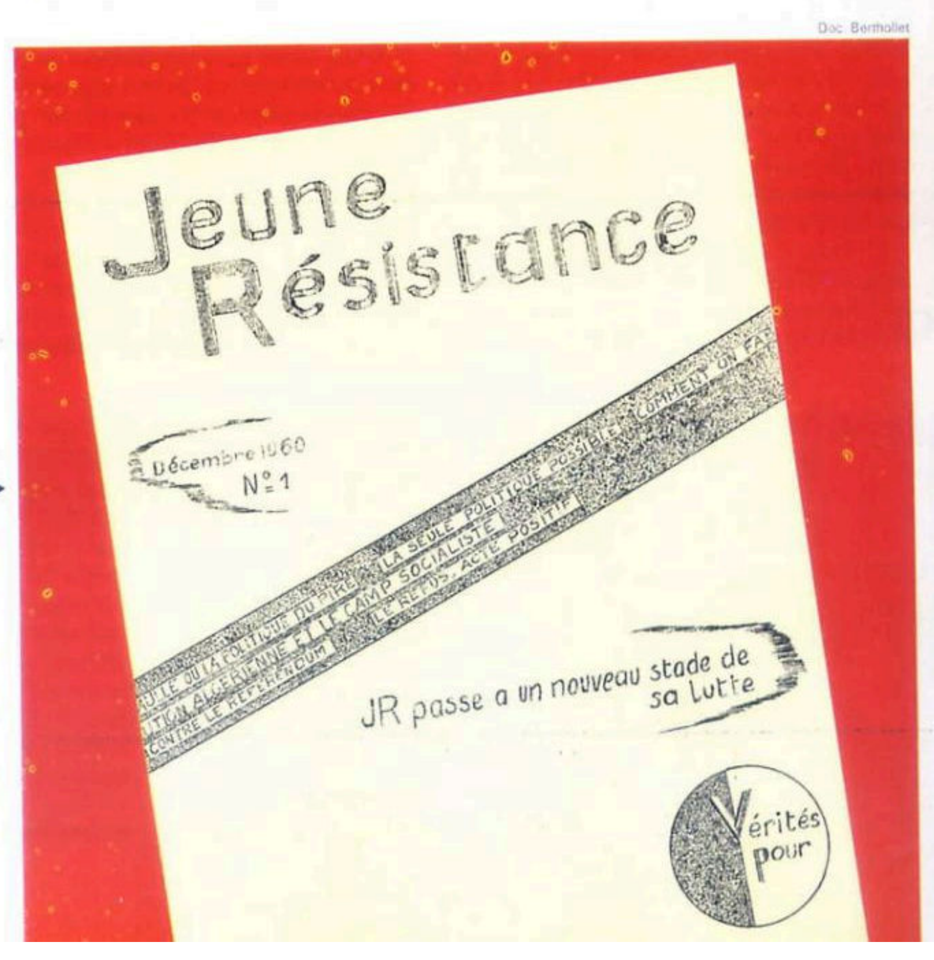
François RIVES

Aigles



◀ **La prison Saint-Paul *(à droite en étoile)* et la prison Saint-Joseph *(à gauche)*, à Lyon. La ville est un centre important du F.L.N. De nombreux militants seront arrêtés et détenus, comme les pères du Prado, à la prison Saint-Paul.**

Doc. Bertholet



Vérités pour... ▶ **bulletin de seize à vingt pages publié anonymement par Francis Jeanson dès le début de 1958. tiré à cinq mille exemplaires chez un petit imprimeur du VIIe arrondissement. « Faire savoir » était devenu le leitmotiv du réseau.**

Le témoignage que nous présentons sur la préparation des journées des barricades présente un intérêt particulier lié à la personnalité de son auteur. En effet, Pierre Démaret fut l'ami intime et l'un des principaux adjoints de Jean-Jacques Susini aux heures cruciales de la guerre d'Algérie que celui-ci marqua de son empreinte politique et idéologique. Ce rôle ne doit pas être oublié en lisant la version des faits présentés par Pierre Démaret ainsi que le détail des relations qui unirent les têtes d'affiche du mouvement insurrectionnel du 24 janvier 1960.



J.-B. Biaggi *(deuxième en partant de la droite)*. Arrêté au cours d'une manifestation à Paris en 1958, il mobilisait déjà, en 1956, les groupuscules naissants d'Alger.



Le colonel Garde[s] dirige le 5ᵉ bureau.



Susini : a pris la t[ête] des étudiants d'Alg[er]



Ronda : secrétaire [général de] l'Association des U.[T.]

1959 : VEILLÉE D

POUR comprendre le « coup de chien » du 24 janvier 1960, il faut remonter au 16 septembre 1959, jour du discours du général de Gaulle sur l'autodétermination.

C'est à cette date que les contacts entre les leaders activistes d'Alger et les milieux militaires se sont resserrés.

Le 18 septembre, le colonel Gardes, pour la première fois, demande à rencontrer Susini et Pérez. Il les reçoit au quartier Rignot et leur ouvre son cœur : « Le discours de De Gaulle est extrêmement inquiétant. L'armée ne nous abandonnera pas. Elle sait quelles sont vos intentions et ces intentions doivent se réaliser dans un cadre général auquel l'armée ne peut rester étrangère. Donc, il convient qu'ensemble nous travaillions d'abord à augmenter vos forces, ensuite à préparer une action d'envergure. »

Les trois hommes décident de se voir toutes les semaines et Gardes fixe deux points de rendez-vous dans Alger, l'un au 51 *bis*, chemin Laperlier, l'autre dans une villa hispano-mauresque d'El-Biar où habite un officier d'origine pied-noir chargé des affaires indigènes.

Très rapidement, tout ce que l'état-major du général Massu compte de colonels se retrouve à ses briefings hebdomadaires. On y fait le bilan des forces dont disposent les civils. On en profite pour placer les hommes sûrs du F.N.F. aux leviers de commande.

C'est ainsi qu'il est décidé de faire élire Marcel Ronda comme secrétaire général de l'Association des unités territoriales (U.T.) et groupes d'autodéfense.

C'est ainsi qu'il est décidé de soutenir la candidature de Jean-Jacques Susini à la présidence de l'Association générale des étudiants d'Algérie. Ces réunions permettent au F.N.F. d'obtenir certains moyens pour agir du point de vue de la propagande, notamment.

On y discute évidemment de l'opportunité de déclencher une action. On y définit les formes que doit revêtir cette action. Comme on peut s'y attendre lorsque des militaires se trouvent placés face à des civils, il y a tout de suite deux thèses qui s'affrontent en ce qui concerne les modalités d'action.

Les civils se montrent partisans d'une action à froid du type putsch, avec occupation nocturne des bâtiments publics, basée, d'une part, sur les U.T., sur la milice du F.N.F. et, d'autre part, sur les unités parachutistes et la légion, qui sont très favorables.

Les militaires, pour leur part, défendent la manifestation populaire de masse appelée à dégénérer en manifestation insurrectionnelle et qui, tout naturellement, provoquerait une intervention de l'armée analogue à celle du 13 Mai.

Susini essaie de persuader le colonel Gardes que son idée de manifestation est mauvaise parce qu'il y aura effusion de sang. Le jeune étudiant est persuadé que le service d'ordre ouvrira le feu. En effet, au mois de novembre 1959, alors qu'il conduisait, à Hussein-Dey, le cortège derrière le cercueil d'un jeune militant du F.N.F. tué par une bombe, un lieutenant de la police militaire avait ouvert le feu sur lui. Heureusement, quelqu'un avait



◄ Le « M.P. 13 », c'est Robert Martel, le colon mystique de la Mitidja. Ortiz dira de lui que malgré des convictions religieuses très affirmées qui lui interdisent, dit-il, certains actes, il n'ignore pas que quelques-uns de ses hommes font du contre-terrorisme.


Gamma

Le colonel Argoud. C. Paillat écrira : « Petit, sec, nerveux, dansant d'un pied sur l'autre, il est reconnu comme un officier particulièrement doué. Certains vont jusqu'à dire qu'il est le plus intelligent de sa génération. »

ARMES A ALGER

frappé juste à temps sur le bras de l'officier et la balle s'était perdue.

Pour les officiers, il demeure absolument nécessaire qu'une rébellion soit, au départ, abritée sous le parapluie d'une manifestation spontanée. C'est ainsi que, dès novembre 1959, Jean-Jacques Susini rédige, en quinze ou vingt feuillets, le plan d'action en accord avec les militaires et qui sera mis en application le 24 janvier, c'est-à-dire : rassemblement des U.T. et de la milice du F.N.F. en armes dans les faubourgs, formation de colonnes, déplacement de ces colonnes des faubourgs vers le centre de la ville, participation des unités parachutistes, qui ont été rappelées, à la manifestation dans le centre ville et, enfin, occupation par tous (civils et militaires) des principaux bâtiments publics et des points stratégiques.

Le plan définitivement arrêté, civils et militaires se penchent alors sur le point de rupture, à savoir : quel sera l'acte politique de De Gaulle qui les obligera à passer à l'action et qui leur donnera la légitimité de l'action. Légitimité qui apparaîtra comme telle aux yeux d'un nombre suffisant d'officiers.

Or il y a, parmi les différents points de rupture qui ont été retenus comme pouvant servir de *casus belli*, le départ d'Alger du général Massu.

Tous s'attendent à ce départ car, depuis 1958, la plupart des officiers qui ont participé au mouvement du 13 Mai ont été mutés en France.

Massu apparaît à tous comme le dernier garant de la politique Algérie française du gouvernement.

On arrive au point de rupture, fixé bien en avance, lorsque Massu est rappelé à Paris après avoir accordé une interview à Kempski, journaliste allemand progressiste et provocateur.

Les colonels de l'état-major, y compris Broizat, qui vient d'être réaffecté à la tête du 1[er] R.C.P., décident avec les activistes qu'il faut passer à l'action le plus rapidement possible.

Le 20 janvier, Ortiz et Susini prennent contact avec le colonel Argoud dans son bureau.

Rue Charles-Péguy

Le chef d'état-major de Massu se montre assez réticent ; il explique aux leaders activistes :

« Si le général Massu était muté, ce qui n'est pas encore le cas, je considérerais alors, moi aussi, que le moment est venu d'agir, car, là, nous serions privés de la principale garantie de voir l'Algérie demeurer française. Cependant, je pense que Massu reviendra et que de Gaulle ne commettra pas l'erreur de le garder en métropole. D'ailleurs, je suis encore aujourd'hui convaincu que le discours du 16 septembre sur l'autodétermination est un discours à l'usage extérieur, qu'il a prononcé pour favoriser la position de la France à l'O.N.U. mais qu'il ne fera pas l'indépendance de l'Algérie.

» Mais en dernier lieu, si Massu ne revenait pas, je serais avec vous. »

Ortiz et Susini essaient alors de se faire préciser ce que l'armée a prévu pour aider les activistes. A quoi Argoud répond : « Ne vous inquiétez pas. Si je vous disais tout ce qui a été prévu, vous seriez étonnés. »

Sur cette réponse, la conversation devient plus politique. Les deux leaders du F.N.F. essaient de persuader Argoud qu'il faut agir vite sans attendre un éventuel retour de Massu. Susini précise même : « La tactique de De Gaulle, c'est de manger l'artichaut feuille par feuille. Le temps qui passe ne travaille pas en notre faveur. »

Argoud répond par une fin de non-recevoir.

Les trois hommes se voient une ▶

A.F.P.



Joseph Ortiz et ▶ le commandant Sapin-Lignières, premier président de la Fédération des unités territoriales, à qui Challe dit un jour : « Seul, je peux gagner la guerre, mais seul, je ne peux gagner la paix. C'est sur vous que je compte... »

Les noces tragiques de Sophonisbe et de Massinissa

C'est seulement au IVe siècle de notre ère que des édiles astucieux troquèrent pour la ville le nom de Cirta, qu'elle portait depuis longtemps, contre celui de Constantina, en signe de remerciement envers l'empereur régnant, Constantin, qui l'avait entièrement reconstruite. Ce nom devint vite Ksantina, avec lequel les Arabes firent un jeu de mots : Ksentina veut dire « la cité du ravin » — allusion au Rhumel — ou « la cité des passions » — allusion à l'histoire d'amour qui s'y déroula entre la belle Sophonisbe et Massinissa et qui inspira maints poètes, dont Corneille.

Un roi sans royaume

Au IIIe siècle av. J.-C., Cirta était la capitale des Masaesyles (Constantinois), dont le roi était Syphax, tandis que Massinissa, fils du roi des Massyles (Tunisie centrale), se trouvait provisoirement sans royaume. C'était l'époque de la deuxième guerre punique et le Romain Scipion, dit l'Africain, et le Carthaginois Hasdrubal se disputaient leurs alliés, chacun étant à la recherche de troupes fraîches pour abattre son rival.

Une conférence secrète au sommet — déjà — réunit Scipion et Hasdrubal sous le toit de Syphax, sans doute à Siga, près de Beni-Saf, aux environs d'Oran. Quelle fierté pour Syphax d'accueillir chez lui les deux puissances les plus en vue de l'époque ! Mais aussi quelle position inconfortable ! Chacun essayant de lui extorquer un traité d'amitié, le voici tiraillé entre deux alliances contraires.

Hasdrubal sent la fragilité de cette amitié et craint la versatilité de Syphax. Pour mieux se l'attacher, il lui propose en mariage sa fille, la belle Sophonisbe, tout juste nubile. Syphax est tout de suite très épris, bien que d'un certain âge déjà.

Mais Sophonisbe, bien chapitrée par son père, n'oublie pas, sous les caresses de son époux, les intérêts paternels.

Voilà Syphax contraint de se battre contre Scipion, alors qu'il souhaitait jouer un rôle d'arbitre entre les deux puissances.

Mal lui en prend : dans un engagement de cavalerie, son cheval est blessé sous lui, il est fait prisonnier par son ennemi personnel, Massinissa, ami des Romains, en 203 av. J.-C.

Le funèbre breuvage

Celui-ci entre en vainqueur dans la capitale de Syphax, Cirta, traînant derrière lui le roi enchaîné. Il pénètre en maître dans le palais royal. Sur le parvis paraît Sophonisbe. Elle devine le tragique retournement de la situation : son mari prisonnier, le même sort l'attend ; elle devra figurer au triomphe de Scipion, à Rome, puis être vendue comme esclave à un quelconque Romain.

On disait qu'elle avait été autrefois la fiancée de Massinissa. Elle se jette à ses pieds, lui baise les mains et, son beau visage baigné de larmes, lui adresse un discours pathétique : « Ô toi qui, comme moi, es né sur la terre d'Afrique, je te supplie de ne pas laisser ta captive tomber au pouvoir d'un Romain hautain et cruel ! Si tu ne peux rien d'autre, protège-moi par la mort ! »

Elle est fort belle et très jeune, Massinissa aussi. Et comme il arrive à ces Numides, nous explique l'historien Polybe, de tomber en Vénus comme en un précipice, c'est le coup de foudre pour Massinissa.

Mais comment arracher Sophonisbe à sa tragique situation ? Il donne l'ordre, séance tenante, de préparer ses noces, qui se déroulent le jour même, sous les yeux de l'ex-mari enchaîné et dans son propre palais.

On devine la colère de Scipion en se voyant joué par son allié : une prise de marque lui échappe. Il adresse à Massinissa d'amers reproches et exige la livraison de sa captive.

Voilà Massinissa perplexe : comment ne pas déplaire à Scipion et tenir sa promesse envers la jeune femme ?

Alors, pour la soustraire à toute humiliation, Massinissa lui fait porter une coupe de poison. Quand le serviteur qui portait le funèbre breuvage fut devant elle, elle le reçut en s'exclamant : « Dis à Massinissa que la fille d'Hasdrubal le remercie pour ce présent nuptial. »

Puis, prenant la coupe des mains du serviteur, elle la vida stoïquement d'un trait.

Odette BOUCHER



Alain Gesgon

la milice du F.N.F. est mise en état d'alerte

seconde fois, deux heures plus tard. La conversation est assez animée. Pour les leaders activistes, le temps est venu d'agir sans attendre. Leur plus cher souhait à ce moment est que Massu ne revienne pas. Argoud, désabusé, avoue alors : « Je ne suis pas un révolutionnaire. Je suis un militaire et je n'accepterai jamais de mettre une balle dans le paletot d'un de mes camarades de promotion. »

Cependant, il reste aux hommes du F.N.F. un espoir. Ils savent, puisque tous les colonels leur ont donné leur accord, que si Massu ne revient pas, il y aura un mouvement, une insurrection.

Aussi s'y préparent-ils. La milice du F.N.F., environ 1 500 hommes armés, est mise en état d'alerte.

L'état-major du front se prépare aussi à prendre en main les U.T., et cela de différentes façons.

Les territoriaux, armés de vieux pistolets mitrailleurs français PM 38, sont

J.-P. Lavalette



La caserne Pélissier à Alger, face au lycée Bugeaud.

dotés de Thompson. Ce sera le cas du 2e bataillon U.T. Le colonel Fonde, commandant Alger-Sahel, sentant le vent, demande à certains U.T. disposant de fusils mitrailleurs, de rendre ces armes. Ronda fait la sourde oreille et conserve 7 F.M. dans son P.C. rue Abbé-de-l'Epée.

D'autre part, grâce à l'aide du 5e bureau d'action psychologique, les U.T. vont être totalement encadrés. Grâce à une série de réunions, tous les responsables d'U.T. seront récupérés et décideront de mettre leurs hommes à la disposition du F.N.F. et de les faire descendre dans la rue, en ordre et en armes, le jour prévu pour la manifestation.

Ainsi, le dispositif des U.T. est intégré dans le propre dispositif du F.N.F.

Pour tous alors il s'agit bien de préparer une révolution qui partira d'Alger et qui ira jusqu'à Paris. C'est-à-dire que pour Ortiz, Susini et leurs amis de l'armée, il est bien évident que cette manifestation doit déboucher sur l'occupation des locaux administratifs. Que cette occupation doit se faire de façon concertée par le dispositif civil du F.N.F. et par l'armée. Et que, par la suite, toute l'Algérie devra être mise en état d'insurrection, face à la métropole et à Paris.

Les colonels font alors savoir aux civils qu'ils vont rappeler sur Alger et sur Oran des régiments en renfort. Que ces régiments seront tous issus de la 10e et de la 25e D.P. Que le plan recevra le nom de « Caravelle ». Et qu'en particulier quatre régiments de parachutistes vont être rappelés sur Alger et que ce seront eux qui se joindront aux U.T., à la milice du F.N.F. et aux autres manifestants pour



◀ Le chemin Laperlier, qui monte à El-Biar. Pour Ortiz et ses amis, deux points de rendez-vous : l'un au 51 *bis* chemin Laperlier ; l'autre dans une villa hispano-mauresque du quartier d'El-Biar.



La faculté d'Alger. ▶ Ce fut le fief de Pierre Lagaillarde, c'est devenu maintenant celui de Jean-Jacques Susini. Du groupe de mécontents qui gravite autour de Jo Ortiz, Susini est sans conteste le plus doué.

P. Dimech



Camus/Paris-Match

Le général Massu : les propos qu'il tiendra au journaliste allemand Kempski feront grand bruit en Algérie.

occuper les bâtiments publics et en particulier le Gouvernement général.

Le 22 janvier, dans l'après-midi, au 5, rue Charles-Péguy, au P.C. de Joseph Ortiz, tous les responsables du F.N.F. sont réunis, il y a même Pierre Lagaillarde qui s'apprête à s'enfermer dans les facultés. Il sent qu'un mouvement va éclater ; il ne dispose pas d'une force personnelle suffisante, il n'a pas les relations militaires nécessaires pour prendre lui-même l'initiative de l'action.

Cette soudaine apparition de Pierre Lagaillarde va provoquer une altercation avec Ortiz. Le grand Jo dit à Lagaillarde de se tenir tranquille, de rester sur la réserve et de lui foutre la paix car lui, Ortiz, obéit à un plan mis sur pied en accord avec les militaires. Lagaillarde sort. Le colonel Gardes entre et déclare tout de go : « Le général Massu vient de donner le feu vert. Hier, il avait téléphoné à Argoud pour lui dire : « Je vais » chez de Gaulle, restez les bras en » croix. » Tout à l'heure, il vient de rappeler, il a de nouveau eu Argoud et il lui a dit : « Je viens de voir le Vieux, » il est complètement fou. »

La plus longue nuit

Le F.N.F., le soir même, organise sa dernière réunion publique dans les locaux de l'A.G.E.A., boulevard Baudin. Publiquement et officiellement, les consignes d'alerte sont données au service d'ordre du F.N.F. et Susini, dans un discours encore plus enflammé qu'à l'ordinaire, déclare : « Le salut de l'Algérie est au bout des fusils. La révolution va partir d'Alger pour gagner Paris. »

Le point de non-retour est atteint. La fébrilité a gagné toutes les couches de la population de la Ville blanche.

Le 23 janvier, Ortiz, le général Faure et le colonel Argoud se rencontrent à la caserne Pélissier, face au lycée Bugeaud. Comme ils savent que, le soir même, le général Crépin, qui est un gaulliste inconditionnel, va arriver à l'hôtel Saint-George, ils décident de brusquer les choses : la manifestation est fixée au 24, avant que Crépin puisse prendre la place laissée vacante par Massu. Dès qu'il les a quittés, Ortiz réunit tout son état-major chez César, au restaurant « les Sept Merveilles », afin de prendre les ultimes décisions.

C'est alors que Lagaillarde, qui s'est enfermé depuis la veille au soir avec trente-trois hommes dans les facultés, arrive. La salle des délibérations lui est interdite. Il doit attendre que les responsables du F.N.F. et des différents autres mouvements nationaux aient fini pour pouvoir s'approcher de Joseph Ortiz et avoir une autre altercation avec lui, le leader du F.N.F. ne voulant absolument pas lui dévoiler quoi que ce soit des décisions prises.

Pour les hommes du front, le compte à rebours vient de débuter. Le capitaine Ronda convoque pour le lendemain ses hommes à son P.C., rue Abbé-de-l'Epée.

Ortiz a aussi prévu que la compagnie opérationnelle du 11e B.U.T., commandée par le capitaine Serge Jourdes, devra prendre position autour de la Compagnie Algérienne, siège des U.T. et du F.N.F. et point névralgique de la manifestation. Pour lui servir en quelque sorte de garde en attendant le propre service d'ordre du F.N.F. qui devait arriver des faubourgs.

Jusqu'à une heure avancée de la nuit, le P.C. de la Compagnie Algérienne, rue Charles-Péguy, est le siège d'une grande agitation.

Aidés par deux capitaines du 5e bureau d'action psychologique, dont Rouy, les militants du F.N.F., surveillés par Susini, impriment les tracts qui, dès le lendemain, très tôt, seront lâchés sur Alger et sa région, par avion, pour appeler une nouvelle fois la population d'Alger à participer en masse à la manifestation.

La plus longue nuit commence. H

Pierre DEMARET

BOUFARIK ET LES BOUFARIKOIS...




◄ Koléa, sur le revers sud des collines du Sahel, d'où l'on domine la plaine de la Mitidja et la vallée du Mazafran. La ville avait été détruite par un tremblement de terre en 1825.

Dimech

Le Sahel : un paysage qui rappelle la Provence, avec ses cyprès élancés et la pureté de son ciel. Le sahel d'Alger a reçu la flatteuse dénomination de Côte de Turquoise. ▼



Dimech

LE dimanche après-midi, passé le déjeuner familial, les vieux Boufarikois venaient faire leur partie de belote ou de poker au « Café Glacier », rue Duquesne, à deux pas de la place Blandan. Au « Glacier », comme on disait, il y avait des banquettes en moleskine, des plantes vertes, des guéridons en marbre blanc, des globes, des vitres travaillées datant de 1900 et des miroirs opulents. Autour des jeux de cartes, on fumait le cigare, les chaînes de montre brillaient sur des costumes sombres, et nos grands-pères portaient le col dur. On parlait peu. Il arrivait qu'on misât sec. Les vieux Boufarikois étaient des hommes calmes, solides, qui ne sacrifiaient pas au folklore.

Sous ses palmiers et ses platanes, la ville vouait à son passé le culte et le respect qu'il méritait. Avant d'être Boufarik l'Opulente, dont les fêtes annuelles embrasaient la nuit de la Mitidja — on y venait de partout, pour des feux d'artifice qui faisaient pâlir les Blidéens ! —, avant d'être la capitale d'une plaine de style californien, à 37 km d'Alger, et le haut lieu d'une colonisation qui refusait d'en avoir honte, Boufarik la Pionnière avait décidé, contre vents et razzias, contre marais et paludisme, d'implanter la France, là où il n'y avait rien, à l'heure où cette France n'avait cure d'une poignée d'illuminés qui voulaient tenter, en son nom, quelque dangereux western, dans un pestilentiel Far West.

Sur le monument aux colons, mur blanc de 100 mètres de long à l'orée des champs d'orangers nés de l'entêtement de ces illuminés-là, on pouvait lire, gravée dans la pierre, une partie d'une lettre expédiée au gouverneur général de l'Algérie, en 1842 : « Si, cédant à nos vœux, vous daignez nous accorder les faveurs que nous demandons, nous nous faisons fort de démontrer, avec un an de sécurité, ce que nous pouvons faire dans ce pays, avec des bras et du cœur. »

A la vérité, Paris s'interrogeait déjà sur l'opportunité de maintenir, dans cette plaine infestée de fièvres et de pillards, les colons qui refusaient de partir. Qu'on ne s'étonne pas si les descendants des signataires de la lettre de 1842 bombardaient la Mitidja de tracts, en 1958, pour lever, derrière Robert Martel, l'étendard d'un nouveau *non !*

Ville française, sans doute Boufarik était surtout « de sa province ». Ariège ou Tarn, Savoie ou Alsace. Derrière les façades qui dataient parfois de l'époque héroïque, on conservait, de génération en génération, des habitudes de bon ton, et souvent le patois du terroir. Mlle Malboz, l'épicière du boulevard Gros, vous servait un quart de roquefort, avec des manières de dame patronnesse, et les Dubois, natifs de l'Aude, cultivaient leur jardin comme on



Assémat

◀ La plaine de la Mitidja. De toutes les terres d'Algérie, elle fut la plus parfaitement mise en valeur puisque, de marécage insalubre, elle est devenue riche campagne.

les cultivait du côté de Narbonne, faisant venir de là-bas, à chaque Noël, le nougat et le vin doux du pays natal. Pourtant, jamais ils n'y seraient repartis.

La ville était active, un peu fermée. Rendons-lui d'emblée ce qui lui appartenait en propre, et que je n'ai jamais rencontré ailleurs en Algérie, poussé du moins à ce degré de variété et de richesse : le parfum. Boufarik embaumait. Ce qui me revient en mémoire, quand j'y repense, c'est cette extraordinaire odeur de géranium rosat, certains soirs de juin, boulevard Gros.

Dans le bas de l'avenue, chez Cura, on distillait la plante, qui rendait ses effluves essentiels. Nous jouions ainsi dans des nappes de senteurs lourdes et sucrées. Comme la gendarmerie ouvrait son porche en face, je suppose que la maréchaussée en prenait pour son grade et, pourquoi pas, pour son ivresse. Il y avait aussi l'orange, la mandarine, le tabac, celui qu'on traitait à la Tabacoop et celui des cigares qu'on vendait chez Vizier. Minuscule boutique, Sésame des fumeurs. Y trônait une opulente et mûre beauté, poudrée à souhait, frisée au petit fer et baguée comme les havanes qu'elle proposait avec la grâce autoritaire d'une *prima donna*.

Septembre ramenait dans la ville l'odeurs des futailles. Des feuilles mortes aussi. Place des Quinconces, où les platanes poussaient cinq par cinq, dans un ordre étudié, elles tourbillonnaient autour des joueurs de boules. Charivari des gosses sortant de l'école. Les groupes scolaires, filles et garçons, donnaient, d'une part, sur la grande rue, longée par l'église, la mairie, les cafés, les banques, et, d'autre part, sur le quartier musulman, étrangement installé en plein cœur de la cité européenne. Les communautés s'y mêlaient paisiblement, le menuisier Kessler, voisinant avec l'épicier Sadok, et le café maure avec la bonneterie juive. A deux pas, la justice de paix ressemblait à celle de Brive-la-Gaillarde. Même fronton triangulaire, mêmes colonnes. A côté, l'enseigne « Au Pauvre Indigène » (tout un programme !). Tissus en tout genre. En face, l'arbre de la Liberté, haut cocotier, entouré d'une grille circulaire, qui perpétuait l'esprit quarante-huitard et d'où partait la retraite aux flambeaux, le soir du 14 juillet.

Le cœur de Boufarik, c'était la place Blandan. Carrefour de quatre rues, l'une menait à la gare, l'autre, à la rue Duquesne, la troisième filait sur Alger, la quatrième sur le cimetière. Sur cette place se dressait, héroïque et fougueux, baïonnette au canon, le sergent Blandan, héros de la conquête de la Mitidja, tombé, plutôt que de se rendre, entre Boufarik et Beni-Méred. La gloire de Blandan dominait la maison de machines agricoles Mangon. Raccourci de l'histoire de Boufarik, écrite par des soldats et par des paysans.

Entrons maintenant dans cette histoire. Elle se confond avec celle de la Mitidja et la résume. Dans un rectangle de marais, de trente kilomètres sur soixante, au sud d'Alger, pris entre les collines du Sahel et l'Atlas blidéen, Boufarik n'était rien, en 1830, à l'heure où les troupes françaises enlèvent Alger. Rien qu'un « lieu-dit » perdu dans la boue, la vase, les moustiques où se tenait, le lundi, un marché étique.

Jusqu'en 1835, la plaine de la Mitidja sera interdite aux colons. Prétexte : les marécages et les moustiques, les Hadjoutes et leurs razzias. En fait, déjà, l'opinion française est divisée entre la politique de conquête et celle de l'abandon.

Mais les colons sont déjà là. Ils encombrent Alger. Ils demandent à cor et à cri la possibilité de s'établir en Mitidja. Finalement, le gouvernement cède.

Un lundi de 1834

Un jeune aristocrate aventureux, généreux, courageux, qui se détourne des salons pour choisir l'épopée, décide de « tenter le coup ».

Il s'appelle Augustin de Vialar, d'une vieille famille de Gaillac, dans le Tarn. Son grand-père était médecin de Louis XVIII et de Charles X, et lui, procureur du roi à Epernay, jusqu'en 1830. Légitimiste, il donne alors sa démission et revient dans ses terres.

C'est tout à fait par hasard que Vialar, au cours d'un voyage en Egypte, débarque à Alger. Subjugué par la beauté du pays et par l'œuvre civilisatrice qu'il pourrait accomplir sur ce rivage, il y reste. Il sent que la vocation de l'Algérie est agricole, qu'il faut y implanter des Européens. Fougueusement partisan de l'assimilation il repart pour sa province, en ramène des ouvriers, les installe à ses frais dans le Sahel avant que de lancer son expérience en Mitidja.

Marché de Boufarik, un lundi de l'année 1834 : jamais jusque-là un Européen ne s'est risqué à venir faire ses emplettes dans une foule arabe. Ce que veut Augustin de Vialar ? Amener les Européens à venir ici faire du commerce avec les musulmans. L'histoire est restée célèbre dans les familles boufarikoises. Vialar refuse que l'armée le protège. On finit par lui imposer une escorte de huit spahis. Peu de chose. Il entre dans la foule, qui se tait, le regarde. Finalement, il ne pourra acheter qu'un chien. Mais l'exemple est donné. Pour qu'il soit suivi avec plus d'entrain, Vialar décerne des primes à ceux qui viendront vendre bêtes ou produits du Sahel à Boufarik.

Il leur faut du courage. Comme l'Histoire n'invente rien, les *djounoud* de l'époque, retranchés dans leurs djebels, font savoir aux populations que quiconque adressera la parole aux chrétiens aura la gorge tranchée. Argument de poids. ▶

on tire le canon pour prévenir les colons

Mais, déjà, Augustin de Vialar oppose à ces méthodes celles de la pacification. Il pense que c'est par les voies du cœur que se propagent les civilisations.

A Boufarik, le monument aux colons dressait son immense mur devant ce qu'on appela le camp d'Erlon. Ce n'est pas un hasard si le sculpteur Landowski a été chargé de l'ériger à cette place-là, face au grand marché.

Une " tête de Boufarik "

Le vieux général Drouet d'Erlon décida, en 1835, d'établir là un camp définitif, pour protéger les acheteurs européens. Il n'en fallut pas davantage pour que le baron de Vialar, poursuivant son idée de pacification, décidât d'installer près de ce camp ce qu'il appellera « l'ambulance ». En réalité, une baraque en planches, confiée au docteur Pouzin, devint un dispensaire pour les musulmans de la plaine. C'était une initiative privée. Vialar était allé tirer les sonnettes de ses relations parisiennes. Louis Philippe lui-même avait versé 1 500 francs.

« A la fondation de cette ambulance, se lie un plus grand projet, expliquait le « grand baron » dans son bulletin de souscription. Celui de faire précéder tous les pas importants de notre armée par des établissements semblables, afin de ne pas maintenir seulement les indigènes par la force des armes, mais de nous les attacher par les bienfaits de la civilisation. »

Ce n'est pas fortuitement, non plus, qu'à Boufarik l'école religieuse porta le nom d'école Saint-Joseph jusqu'en 1962. La propre sœur d'Augustin de Vialar, Amélie, supérieure de cet ordre en France, choisit de quitter son couvent, dès que son pionnier de frère l'appela à la rescousse en Mitidja. Quatre religieuses la suivirent. La fraternisation qui se fit, à Boufarik, entre les colons et les musulmans fut d'abord celle du paludisme. L'« ambulance » Vialar distribuait ses soins aux uns et aux autres. Et la fièvre inspira une expression typiquement pied-noir : « Il a une tête de Boufarik » comprenez : une tête pâle, souffreteuse, triste, malade.

Le 27 septembre 1837, un arrêté rendu par le maréchal Clauzel décide que ce « lieu-dit » deviendra une ville. On ne l'appelle pas tout de suite Boufarik, mais « Médina-Clauzel ».

En 1838, les plans sont faits. Le génie militaire a dessiné la cité. Un rectangle de 750 mètres sur 1 100. Superficie de 82 hectares qui sera morcelée en 160 parcelles. Les concessionnaires (ils sont 150) auront trois ans pour bâtir leur maison, défricher leur lot et planter leurs arbres. A l'écrire, cela paraît tout simple. Et presque un épilogue. En réalité, les cinq années qui vont s'écouler seront un calvaire pour les premiers colons. Comparée à la leur, la vie des pionniers américains fut remarquablement douce. Les Indiens, sans doute, mais quelle nature et quels paysages ! Pour ceux de la Mitidja, dont les « lots ruraux » s'étendent hors du camp, c'est chaque jour le risque de mort. Un soldat, posté sur une tour, surveille les environs à la lunette et hisse le fanion d'alarme dès qu'une bande de Hadjoutes est en vue. On tire alors le canon pour prévenir les colons. Il faut se hâter de rejoindre le campement. Comme il n'est pas facile de cultiver le fusil à l'épaule, certains mettaient leurs armes en faisceau. Ceux-là ne survivaient pas aux raids-éclairs des guerriers hadjoutes. Egorgements, enlèvements, mutilations rituelles.

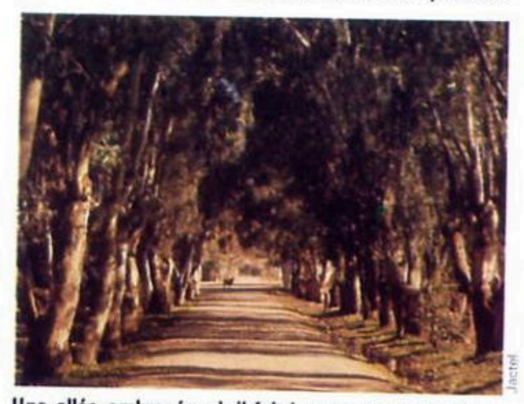
Clauzel, en installant Boufarik à ce


Manaut-Esqueule

Boufarik : la nouvelle mosquée, éclatante de soleil.


J. Aligon

L'hôtel de ville de Boufarik, avec ses palmiers.


Jactel

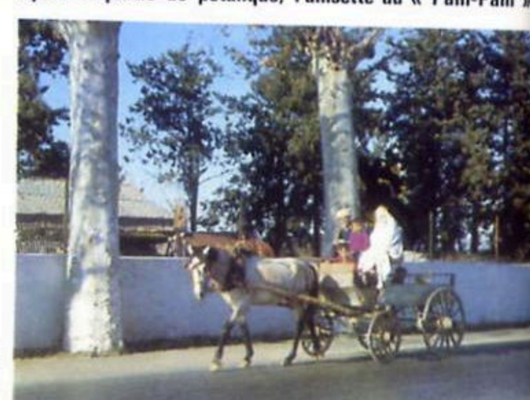
Une allée ombragée où il fait bon se promener, rêver.


J. Aligon

L'église, où eurent lieu tant de cérémonies familiales.



Après la partie de pétanque, l'anisette au « Pam-Pam ».



Un dimanche à Boufarik... pour une famille de musulmans

fond, on aperçoit, sur la place, la statue du sergent Blandan, qui fut tué le 11 avril 1841 après une lutte héroïque.

Boufarik, petite ville fondée en 1836 dans la plaine insalubre, assainie et fertilisée depuis, de la Mitidja. De Boufarik, l'historien Gautier dira : « S'il se trouve, n'importe où, à la surface de la planète, un coin où la colonisation, en présence d'obstacles aussi formidables, ait obtenu un résultat plus complet, je voudrais savoir où. » Il rendait là un bel hommage aux Boufarikois.



La grand-place de Boufarik la Pionnière, où se disputent les parties de pétanque.

point précis de la plaine, en réalité le plus insalubre, avait fort peu tenu compte des conditions d'hygiène. Autour du campement, 20 hectares de vase, de fourrés, de taillis rabougris proposaient aux colons la fabuleuse tâche de l'assèchement et du défrichage. Ils l'accomplirent, les pieds dans la vase, rongés par la fièvre, parfois aspirés par des sables mouvants.

Le colon de Boufarik devient une sorte de personnage mythique. On l'appelle « l'homme de Boufarik ». Un homme tragique. Quand il lui arrive d'aller à Alger (il lui faut quatre jours pour s'y rendre), on le reconnaît à son pantalon de drap noir, à son vaste feutre, à sa mine. Il a d'autres chats à fouetter que de suivre la mode des complets d'alpaga ou de tussor. Chez lui, dans cette plaine putride, on meurt tous les jours : 92 décès sur 300 habitants en 1842, et trois prêtres emportés par la fièvre cette année-là. Pourtant, les colons s'obstinent. Quand ils s'accoudent dans un des bistrots du campement, et commandent : « Une consommation ! » le patron sait ce que c'est ! A coup sûr, pas de l'absinthe ! La consommation ? Un verre de sulfate de quinine, coupé d'eau minérale tiède.

On n'a pas encore, à cette époque, isolé et découvert le microbe du paludisme, cette fièvre qui se déclenche au moment des grosses chaleurs. L'institut Pasteur achète le marais Ouled-bou-Mendil, en Mitidja, pour y poursuivre ses recherches. Il faut du temps pour identifier le mal. On le traite d'abord comme une fièvre intermittente. En 1834, Maillot découvre le remède sans que soit encore isolé le microbe. C'est lui qui administre la quinine à haute dose. Enfin, en 1880, Laveran découvre l'origine paludéenne de la fièvre et son véhicule : le moustique.

106 décès

Mais pour l'heure, en 1841, la mortalité est terrifiante. Sur 450 habitants — toute la population de Boufarik — 17 naissances, 4 mariages et 106 décès. Cette année-là, pourtant, les « hommes de Boufarik » ont poursuivi leurs travaux de terrassement, d'assèchement, planté des mûriers le long des rues, acclimaté des cerisiers, cultivé des légumes, remplacé leurs baraques en planches par des murs. Travail de Romain ! Ils bombardent l'administration, le gouvernement général, de pétitions, de suppliques. A propos des Hadjoutes, contre lesquels on leur donne peu de moyens de lutter :

« Toutes nos nuits, monsieur le gouverneur, sont troublées soit par des détonations d'armes à feu, soit par des incendies, ou les cris de désespoir de quelque victime. Tous les matins, on se demande : « La nuit dernière, qui a-t-on » volé ? Qui a-t-on assassiné ? »

Pétition aussi, à propos d'une rumeur qui fait état d'un abandon éventuel de Boufarik, « trop insalubre, trop coûteux » :

« Fermement résolus à rester à Boufarik, nous vous supplions de nous conserver le commissariat civil et le fonctionnaire qui l'occupe, M. Toussenel. Il a su apprécier la localité et la valeur de ses habitants, etc, etc. »

Le touriste qui, se promenant à Boufarik, un siècle plus tard, découvrait une petite rue Toussenel ne se doutait pas que ce personnage, vénéré par les pionniers de Boufarik, en 1841, était, à sa manière, un héros. Abandonnant délibérément les 6 000 francs de traitement que lui procurait sa charge au cabinet du ministre de l'Intérieur, il prit le bateau pour l'Algérie et la diligence pour Boufarik. Par goût de l'aventure ! Ses émoluments furent réduits de moitié. Mais Toussenel s'en moquait ! Administrer les Boufarikois, c'était vraiment l'aventure ! En quelques années, il fallut



Manaut-Esquieule

En haut : la place Blandan, au croisement des deux principales avenues de Boufarik, sur laquelle s'élevait la statue de l'héroïque sergent. *En bas :* la place, aujourd'hui. La statue a été remplacée par une fontaine.



Manaut-Esquieule

assiégés à la fois par le fer, le feu et la fièvre

renouveler trois fois la population. Trois générations avaient péri !

Sur le monument aux colons, aux portes du camp d'Erlon, sont inscrits dans la pierre les noms de ces hommes, et parfois de ces femmes, soldats paysans qui maintinrent Boufarik à la pointe de leurs fusils et cultivèrent la plaine au mépris de la mort. Les Oustri, les Laurans, Lacoureye, Basile Bertrand, Christian Berger, etc. Ceux-là avaient survécu aux terribles années qui allèrent de 1835 à 1841 ; 58 colons avaient été égorgés dans leur champ et 38 autres enlevés, dont on ne retrouva plus la trace. Il ne s'agissait que des couteaux. Pour le reste, au paludisme vint s'ajouter le choléra, et on assista, alors, à d'étranges bals entre deux enterrements.

« Pour conjurer le choléra, il faut que le sang s'agite », conseillait le médecin. Alors, Boufarik dansa une sorte de pré-« danse macabre », aux sons d'un violon enroué...

A la vérité, tant de sacrifices, tant de courage, et, finalement, de progrès laissèrent la majeure partie de l'opinion française complètement indifférente, comme elle le sera en 1954.

En 1836, Bugeaud proclame qu'il faut abandonner l'Algérie, où rien ne poussera jamais. Pratiquement abandonnés par la France, mal tolérés par l'armée quand ils s'installent — où ils peuvent — loin des postes militaires, les colons de la Mitidja transforment leurs fermes en citadelles et se battent en voltigeurs de pointe. Ils seront les premiers — les seuls alors — à croire que cette terre tiendra ses promesses, qu'un jour la récompense viendra. Il leur faudra attendre bien des années. La plupart des pionniers de ce Far West n'y survivront pas. La guerre embrase la Kabylie, l'armée n'est plus en mesure d'assurer la sécurité en Mitidja...

On les emmène *manu militari*. Les récalcitrants sont désarmés. Avec l'étrange certitude que la terre appartient à ceux qui la cultivent et qu'on n'abandonne pas ce qui vous appartient, même s'il ne reste plus d'armes pour se défendre, certains s'obstinent. Le 20 novembre 1839, à l'aube, des bandes de cavaliers hadjoutes surgissent de partout, incendient, pillent, violent, entraînent les survivants. La Mitidja est une immense flaque de sang, jonchée de cadavres sur lesquels plane un silence dévasté.

Et Bugeaud vint ! Soudain, il se sentait la fibre colonisatrice. Mais à une condition, somme toute logique :

« Puisqu'on est là-bas et qu'on veut y rester [...], seule la domination absolue du pays permettra la colonisation, qui gardera la conquête. Je suis un colonisateur ardent. »

Primauté du militaire sur le civil, du soldat laboureur sur le colon libre. Encore fallait-il que ces soldats laboureurs fussent aussi laboureurs que soldats ! La plupart louchaient vers la quille ! On essaya bien de les « marier au tambour », avec des filles dotées pour la circonstance et cueillies dans l'hexagone. La plupart du temps, les lendemains déchantèrent. Ce qu'on n'avait jamais consenti aux premiers pionniers, on l'offrit aux soldats laboureurs : une maison, des hectares en partie cultivables. Or cette colonisation-là, elle aussi, battit de l'aile. Il fallut la relève des quarante-huitards et la fondation des colonies agricoles, avec un nouvel apport de civils aventureux, pour que la tâche se poursuivît, jusqu'au succès, en Mitidja et pour que Boufarik cessât d'être une sorte de place forte assiégée par le fer, le feu et la fièvre.

Le goût du labeur

Revenons au Boufarik des Boufarikois héritiers de la grande épopée. On n'y retrouvait ni la morgue des Texans ni le verbe échevelé des cités riveraines d'Algérie. De sa naissance douloureuse la capitale de la Mitidja gardait une étrange retenue, le goût du labeur, des entreprises, un patriotisme presque mystique et des rappports avec les musulmans dont la sérénité ne fut jamais troublée, même aux heures des pires attentats. Comme si un protocole datant des temps héroïques se perpétuait avec les années. Fait plutôt rare en Algérie, la ville européenne encerclait le quartier arabe, la mosquée ne se dressait pas si loin de l'église, les cafés maures modulaient leurs rengaines face aux écoles, et le stade, par les dimanches ensoleillés, accueillait largement les supporters de l'O.S.B. et les champions de l'Olympic sportif boufarikois, en maillot bleu et noir, venus des deux communautés. Boufarik n'affichait ni l'orgueil de son extraordinaire revanche ni son opulence. Il était français, dans ce que la province française a de paisible et de discret, refusant toute ostentation.

On dit que le cimetière a traversé sans profanation ni pillage le chaos de 1962. Possible. Tant de Français avaient versé leur sang dans ce coin-là pour en faire ce qu'il était, depuis le premier oranger, la première ambulance, le premier sillon, la première parcelle asséchée, jusqu'aux collèges, aux hôpitaux et aux vergers. L'exemple et les réalisations qu'ils laissaient derrière eux méritaient sans aucun doute quelque respect. **H**

Marie ELBE

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Novembre 1959

FRANCE ET COMMUNAUTÉ

2 : Réunion du comité central du parti communiste.
3 : le général de Gaulle visite l'École militaire et fait une déclaration sur le caractère national de la défense. Il prône en particulier la création d'une force de frappe atomique française.
Le parti communiste approuve la politique d'autodétermination.
7 : conseil national de la S.F.I.O.
10 : conférence de presse du président de la République : il renouvelle son offre d'autodétermination et son appel au cessez-le feu.
11 : entretiens franco-britanniques à Paris.
13 : congrès U.N.R. à Bordeaux.
18 : le Sénat se prononce contre la levée de l'immunité parlementaire de François Mitterand.
26 : congrès de l'Union syndicale des travailleurs algériens.
28 : congrès national du parti de la Réconciliation française.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

3 : élections en Israël : victoire du parti Mapai.
8 : élections législatives en Tunisie. Succès du Néo-Destour.
9 : réélection de Bourguiba à la présidence de la République tunisienne.
13 : signature d'un accord commercial entre l'U.R.S.S. et le Maroc.
20 : le G.P.R.A. désigne comme négociateurs Ben Bella et ses compagnons prisonniers. Le général de Gaulle rejette cette proposition.
28 : congrès national du parti marocain de l'Istiqlal.

AMÉRIQUE

2 : adoption d'une résolution commune américano-soviétique sur le désarmement à la commission politique de l'O.N.U., où s'ouvre, le 3, le débat sur les essais nucléaires français. Une résolution sera adoptée le 12.
19 : la commission politique de l'O.N.U. entame un débat sur la suspension des essais nucléaires.
26 : livraison de matériel de guerre américain au Maroc.
30 : ouverture du débat sur l'Algérie à l'O.N.U.

ASIE

10 : arrivée de Dag Hammarskjöld au Laos.
19 : proposition indienne de règlement du conflit sur les frontières indo-tibétaines.

EUROPE

13 : réunion, à Bruxelles, des ministres des Affaires étrangères des Six.
20 : convention de Stockholm. Création de l'Association européenne de libre-échange entre la Grande-Bretagne, la Suède et la Suisse, la Norvège, le Danemark, l'Autriche et le Portugal.
21 : accord économique entre l'U.R.S.S. et la R.D.A.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



ALGÉRIE : L'INQUIÉTUDE DES EUROPÉENS

Sommaire

- **Un an après**
Quel est le bilan du délégué général un an après son arrivée en Algérie ? Méritait-il d'entendre, le 11 novembre 1959, « Delouvrier en Guinée ! De Gaulle au poteau ! ». Ce n'était pourtant qu'une épreuve qui en préparait d'autres, beaucoup plus cruelles...

- **Un royaume fabuleux**
Au seuil du domaine de la Trappe, il y a un porche et une inscription latine signifiant « Voici les portes du ciel ». Ben Bella recevra Nasser dans la villa du dernier seigneur de la Trappe... avec une sourde exultation...

- **De Gaulle mis en garde**
Dix-huit mois ont passé depuis les journées de mai 1958. L'année 1960 s'ouvre sous de fâcheux auspices. L'affaire d'Algérie est tombée, une fois de plus, dans l'ornière. Le sentiment qui l'emporte est fait de lassitude, d'irritation... d'exaspération.

- **Femmes musulmanes**
Les journées de mai donnèrent soudain aux femmes l'occasion inespérée de clamer enfin au grand jour ce qui se préparait derrière les murs depuis longtemps. Et ce fut « leur révolution ».

- **Divisions à l'Élysée**
Parmi les proches du président de la République, tout le monde n'est pas d'accord sur la solution proposée pour régler le problème algérien, notamment Tricot et Beaufort. Ce dernier démissionnera pour devenir... cultivateur.

Miss Pays-Bas est élue Miss Monde

La Dépêche

DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGERIEN

MERCREDI 11 NOVEMBRE 1959

Prix : 25 Fr.
Métropole : 35 Fr.

DEVANT 800 JOURNALISTES POUR SA SECONDE CONFÉRENCE DE PRESSE DEPUIS SON INSTALLATION A L'ÉLYSÉE

DE GAULLE : Les chefs du F.L.N. peuvent venir

à tout moment en France, secrètement ou non discuter de la cessation des combats



VOICI LE GÉNÉRAL DE GAULLE AU COURS DE SA CONFÉRENCE DE PRESSE

Si cette procédure n'est pas acceptée alors les forces de l'ordre continueront de pacifier le pays comme elles le font avec un succès grandissant

KHROUCHTCHEV à Paris le 15 mars

(DE NOTRE RÉDACTION PARISIENNE)

A 16 heures précises, le général de Gaulle a fait son entrée dans la grande salle où l'attendaient six cents journalistes et une armée de photographes, cameramen et cinéastes. Au premier rang de l'assistance, tout près de la table chargée de micros, on remarque M. Michel Debré, ayant à ses côtés MM. Malraux, Jacques Soustelle et de nombreux membres du Gouvernement.

« Mesdames et Messieurs, dit le Président de la République, je suis fort heureux de vous revoir ».

Mais avant de commencer sa conférence, il doit subir l'inévitable assaut des reporters-photographes. L'épreuve terminée, il entre dans le vif du sujet et, comme on l'avait prévu, c'est aux problèmes de politique internationale que sa conférence est consacrée. Il enregistre les signes de détente qui ont fait suite à une longue période de tension. Les contacts se multiplient et la Russie soviétique s'abstient, maintenant, de jeter de l'huile sur le feu.

Abordant le sujet essentiel, il déclare que la conférence au sommet ne rencontre aucune opposition et que la France y est favorable. Mais pour qu'elle réussisse, pour que les espoirs que les peuples placent en [...]

♣ Suite page 3

DÉTENUS AU FOND D'UNE GROTTE A L'OUEST DE BATNA

TROIS PRISONNIERS DES REBELLES DÉLIVRÉS PAR LES FORCES DE L'ORDRE PRÈS DE MAC-MAHON

Il s'agit de M. Laurent Ferrero, de Bordj-bou-Arréridj du sergent Gaffory et du soldat Cinquini

Les malheureux n'avaient pas revu le jour depuis plusieurs mois

DES éléments du 7e Régiment de Tirailleurs algériens et du Génie, en opération dans la région située entre Batna et Barika, viennent de réussir une action d'éclat en libérant trois prisonniers français, détenus depuis plusieurs mois dans une grotte du djebel Kef-Sefiane, près de Mac-Mahon. [...]

Trois hommes éblouis par le soleil

= Suite page 10



ASSIS SUR UN LIT DE L'HOPITAL MILITAIRE LAVERAN, LES TROIS RESCAPÉS ONT RETROUVÉ LEUR SOURIRE. DE GAUCHE À DROITE : LE SERGENT GAFFORY, LE SOLDAT MARCEL CINQUINI ET M. LAURENT FERRERO. (Photo « Dépêche »)

L'épouse d'un neurologue marseillais était la complice du chef F.L.N. pour la willaya Sud

Un scandale vient d'éclater à Marseille. L'épouse d'un neurologue de la cité phocéenne est écrouée à la prison des Baumettes depuis plusieurs jours [...]

☆ Suite page 3

Conseil interministériel consacré aux prix et aux salaires

PARIS. — M. Michel Debré [...]

LE PRIX Raymond POINCARÉ au colonel CALLET



Première centrale électro-nucléaire française

La première centrale électro-nucléaire française, E.D.F. 1 [...]

Le Rail algérien outil essentiel pour la construction de l'oléoduc Hassi-Messaoud - Bougie

Les chemins de fer et Philippeville continueront-ils de jouer un rôle dans l'évacuation du pétrole saharien ?

L'A part importante prise par la Société nationale des Chemins de fer algériens à l'exploitation du pétrole saharien est depuis longtemps évidente. [...]

● Suite page 3

M. Robert Lecourt va visiter les installations minières de la Mauritanie

L'assassinat par les hors-la-loi de deux jeunes gens près de Cherchell

Identité des victimes

★ Suite page 3

30 marins portugais

REFUSANT D'ABANDONNER LEUR NAVIRE EN FLAMMES

luttent depuis 48 heures contre le feu en plein Atlantique

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER [...])

Chef rebelle abattu par les forces de l'ordre dans la région de Guelma



Les propositions présentées par le général de Gaulle, lors de sa conférence de presse du 10 novembre pour mettre un terme au conflit algérien, sont accueillies sans enthousiasme par les Européens. L'armée n'en poursuit pas moins les grandes opérations du plan Challe, « Pierres-Précieuses », « Rubis », etc., alors que l'A.L.N. revient, par des attentats terroristes, à la guérilla.